

LE CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Charles LEBLOND

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY DE LA THÈSE

Président : M. William OUALID, professeur.

Suffragants { M. AFFALION, prof.
M. R. PICARD, prof.

EDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1932

THESE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doi-
vent être considérées comme propres à leurs auteurs.***

LE CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 2 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Charles LEBLOND

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY DE LA THÈSE

Président : M. William OUALID, professeur.

Suffragants { M. AFFALION, prof.
 { M. R. PICARD, prof.

EDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1932



A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON AMI JACQUES GRENIER



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Documentation

Comptes-rendus des Conférences de Strbské-Pleso, Bucarest, Simata, Varsovie-Belgrade, de juin 1930 à avril 1931.

Journal de la Conférence économique de Genève, 1927.

Compte-rendu des deux Conférences économiques pour une action concertée, de 1930 et 1931.

Compte-rendu des cinq sessions de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne.

Compte-rendu des conférences d'Experts des Etats agricoles de Varsovie et Belgrade, en 1930, de Bucarest et Belgrade en 1931.

Travaux de la Onzième Assemblée de la Société des Nations (1930).

Compte-rendu des deux Conférences Européennes des céréales (Paris, 1931).

Compte-rendu de la Conférence Internationale du blé (Rome 1931).

Rapports du Comité économique de la Société des Nations.

Memorandum sur la production et le commerce.

Les questions agricoles au point de vue international. (Publication de l'Institut International d'Agriculture de Rome).

DELAISI. — *Les deux Europes.*

BEEKMANN. — *Die Internationale agrare Arbeitstellung Europas.*

STRONG. — *Agriculture soviétique moderne.*

SIBESTI. — *Agriculture de la Roumanie pendant la guerre.*

HANTOS. — *Economie Mondiale et S. D. N.*

Le Crédit agricole dans certains pays de l'Europe.

Centrale et Orientale (publication de la S. D. N.).

L'Agriculture en Bulgarie (publication de la cour bulgare).

Certains articles parus dans :

Revue des Sciences politiques.

Revue Internationale d'Agriculture.

Le Capital.

Le Journal des Débats.

The Economic Journal.

Revue Economique Internationale.

Le Matin.

Dreptatea de Bucarest.

Indépendance Roumaine de Bucarest.

Politika de Belgrade.

L'Agriculture Polonaise de Varsovie.

Le Journal de Genève.

L'Européen.

L'Europe Nouvelle.

LE CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Parmi toutes les questions de politique économique et financière internationale qui se sont posées depuis la fin de la guerre, il en est une, qui depuis plusieurs années, a suscité beaucoup d'intérêt, soulevé des discussions passionnées avant de recevoir une solution en mai 1931 devant le Conseil de la Société des Nations. C'est de la question du crédit agricole en Europe Centrale et Orientale que nous voulons parler. La situation économique et financière de cette partie de l'Europe est profondément troublée et dans certains Etats même, elle est quelque peu empreinte de tragique. Si la plupart de ces pays sont agricoles, il en est qui le sont essentiellement tels les Pays Baltes et la Yougoslavie par exemple, or depuis plusieurs années leurs produits ne peuvent trouver de débouchés ou, s'ils en trouvent, c'est à des prix dérisoires et vraiment décourageants. Quand on songe à toutes les conséquences économiques, politiques ou même sociales qu'un tel état de choses est à même d'engendrer, on en arrive à cette conclusion qu'on ne peut et qu'on ne doit pas se désintéresser de cette situation. Plusieurs de ces Etats se sont rangés à nos côtés au cours de la grande guerre, ils sont restés nos amis sinon nos alliés.

D'autre part, la stabilité, la prospérité de tous, qu'ils aient été nos alliés ou nos ennemis, est nécessaire à la tranquillité et à l'équilibre de l'Europe. Nul n'a intérêt au désordre intérieur et à la misère de son voisin, il peut, peut-être, en retirer quelques avantages passagers, mais, par la suite, il pourra voir à ses dépens que l'intérêt général des pays et des peuples est plutôt dans la prospérité de tous. C'est pourquoi l'Europe ne pouvait et ne devait se désintéresser d'une aussi grave situation. Il s'agissait de questions vitales pour des Etats sur lesquels sévissait une crise essentiellement agricole et indépendante de cette crise générale que nous connaissons tous puisque nous la subissons. Si en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Turquie même, la crise atteint un terrible et dangereux degré d'acuité; les Pays Baltes, Esthonie, Lithuanie, Lettonie, eux aussi, son plongés dans une situation qui n'est guère plus enviable. Certes, cette crise qui déferle avec tant de violence sur ces pays nés de la guerre ou complètement transformés lors de la signature des traités de paix, cette crise découle un peu de la crise mondiale mais c'est aussi et surtout une crise qui a ses causes et ses caractères propres.

C'est ce qui explique que, dès le regrettable échec de la conférence économique de 1927 où le problème du crédit agricole international fut notamment posé par MM. de Miché-
lis et Chetcherov, et proposé par M. Lubinski, des économistes de grande valeur, des hommes d'Etat d'une haute autorité morale se sont penchés sur cette question d'une actualité sans cesse plus brûlante à mesure que s'aggravait le malaise agricole dans l'Est et le Centre européen. C'est ce qui explique aussi que les premiers efforts vers un résultat concret de la Commission d'Etudes pour l'Union Euro-

péenne aient été pour enrayer ce mal sans cesse grandissant et que dès sa troisième session elle soumettait au Conseil de l'organisme de Genève un projet de création d'une Société Internationale de Crédit Hypothécaire agricole. C'est ce qui explique encore la célérité avec laquelle le Conseil de la Société des Nations examina et approuva le projet instituant ladite Société et que le 21 mai 1931 elle entraînait dans le domaine des réalités par la signature de ses statuts.

Nous allons, en premier lieu, étudier les causes de cette crise agricole pour en dégager ses caractères propres. Puis, comme il est normal qu'en toute période de crise on fasse appel au crédit, nous verrons qu'on devait naturellement être conduit à faire appel au crédit agricole pour obvier à la crise. Mais en étudiant la situation financière et économique des pays où le crédit devait être pratiqué, il apparaîtra que les capitaux nécessaires pour enrayer les progrès du mal n'existaient pas, et que le crédit national était manifestement insuffisant, qu'à lui seul il serait un remède inefficace et qu'il fallait parler de crédit agricole international. Mais cette idée soulevait à elle seule de multiples problèmes, il fallait résoudre de nombreuses difficultés inhérentes à la nature même de la question. Il fallait faire accepter cette idée de solidarité internationale dont M. Theunis avait montré l'existence en ouvrant la conférence de 1927. Or, cette solidarité, on l'admet volontiers dans des manifestations oratoires, mais on en est un partisan plus tiède quand il faut la concrétiser par des actes ; sur ce terrain, certains Etats, et non des moindres, étaient plus que réservés, nous n'en voulons comme preuve que les manœuvres qui firent échouer la proposition Lubinski à Genève, en 1927. Si cet échec causa une profonde déception dans les Etats agricoles, il eut pourtant un résultat positif, il contribua pour

beaucoup à la naissance du Bloc des Etats agricoles qui vit le jour lors de la Conférence de Varsovie (28-30 août 1930). C'est lui qui, nous le verrons, a réussi à faire mettre la question du crédit agricole international à l'ordre du jour de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne et à la décision qui fut prise quant au crédit à long terme.

Nous examinerons enfin la proposition de l'Institut International d'Agriculture de Rome pour résoudre la question du crédit à court terme. Ne pouvant apprécier les résultats de l'Institution de la Société Internationale de Crédit Hypothécaire Agricole, nous nous bornerons, en terminant, à nous associer aux espoirs que les agriculteurs de l'Est ont fondé sur la réalisation du crédit agricole international si ardemment souhaité.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE ET LE CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

Le désordre économique

La guerre de 1914-1918 n'a pas seulement bouleversé les institutions politiques, morales et sociales du monde entier, elle a secoué jusque dans ses assises les plus profondes l'économie de tous les pays.

Toutes les branches de cette économie ont été lésées, et, en particulier, nous assistons, depuis plusieurs années, trop longues malheureusement, à une crise agraire dont les effets sont désastreux et sont un obstacle sérieux au retour à la prospérité de l'Europe, du monde même.

L'Histoire contemporaine connaît deux crises, analogues à certains points de vue à cette crise agricole qui fait rage aujourd'hui. La première a succédé aux guerres napoléoniennes de même que l'actuelle est un legs de la dernière. Au cours des guerres de l'Empire, la production avait été accrue partout, notamment dans les pays menacés par le

Blocus Continental. La paix conclue, elle dépassait les besoins de la consommation. C'est alors que les prix des céréales tombent, entre 1820 et 1825, de la moitié ou des deux tiers, que les revenus de l'élevage s'abaissent de près de la moitié, tandis que le prix des produits manufacturés subit une baisse beaucoup moins forte et que les impôts étaient devenus beaucoup plus lourds. Cet état de choses s'atténua dès 1825 et, dix années plus tard, il avait entièrement disparu.

C'est alors uniquement à de mauvaises récoltes ou à des causes locales et éphémères qu'il faut attribuer les solutions de continuité dans la période de « high farning » qui va durer jusqu'en 1875.

A la suite de la guerre franco-allemande de 1870 et des autres conflits armés qui l'avaient précédée, une nouvelle crise agricole éclate en 1875. Le prix des céréales prend une allure descendante, celui de la viande et des produits laitiers suit la même tendance, quoique dans une moindre proportion. Ce fait est surtout manifeste en Angleterre où depuis Sir Robert Peel il n'y a aucune protection douanière pour l'agriculture. Certes, il faut reconnaître que le facteur monétaire a joué un certain rôle au cours de cette crise, mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle succède à une période d'activité guerrière. Dès 1905, les prix remontent; cette seconde crise appartient au passé.

Les deux précédents que nous venons de décrire succinctement permettront de mieux comprendre le caractère de la crise agricole qui sévit depuis plusieurs années sur l'Europe. C'est essentiellement une crise de désorganisation, provenant de la guerre. Elle a pu être aggravée par d'autres facteurs, mais elle réside avant tout dans un désordre issu d'une rupture d'équilibre entre la production et

la consommation des produits, de l'agriculture; c'est une crise de surproduction et de sous-consommation agricole. Quoi qu'il en soit, tous les pays signalent son existence, plus ou moins accentuée, certes, mais elle sévit dans des pays jusqu'alors réputés pour leur situation prospère, qui assuraient à leurs agriculteurs la spécialisation et la diversité de leurs spéculations agricoles. On se trouve en présence d'une période de dépression déjà longue, aggravée de mois en mois par sa longueur même.

Le résultat le plus important quant au bouleversement économique de l'agriculture provoqué par la guerre, est, sans aucun doute, le développement considérable de la production agricole. Certes, celle-ci suivait depuis longtemps une courbe ascendante par l'effet de l'extension et du perfectionnement du machinisme, de l'emploi d'engrais chimiques, de la sélection des semences, de l'amélioration des conditions et des méthodes de culture. Il n'en subsiste pas moins que la guerre a donné une impulsion énorme à la production agricole dans le monde. Les agriculteurs de l'Est européen qui, en 1913, étaient les principaux fournisseurs de blé des pays industriels importateurs de céréales, ne pouvaient plus, en 1915, tenir ce rôle puisque leurs campagnes étaient de vastes champs de bataille et qu'ils étaient belligérants. Pour assurer leur propre nourriture et celle de ceux qui avaient été jusqu'alors leurs clients, les pays extra-européens furent sollicités d'accroître leur production et de prendre la place de pays au premier rang desquels venait la Russie. On vit alors les courants commerciaux réguliers refoulés et la superficie cultivée en céréales s'accroître considérablement. C'est pourquoi dans le Bloc des grands producteurs de céréales formé par le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine et l'Aus-

tralie, la superficie cultivée en blé a passé de 32 millions d'hectares pendant la période 1909-1913 à 46 millions d'hectares dans la période 1926-1929 pour atteindre 48,4 millions d'hectares en 1930. C'est au Canada où cette superficie a augmenté de 132 % de 1910 à 1929 et en Australie où cette augmentation est de 62 % au cours de la même période, que le fait est le plus patent.

Si la superficie mondiale des terres ensemencées en blé (Union des Républiques Socialistes Soviétiques et Chine exclues) passe de 92 millions d'hectares en 1925 à près de 100 millions en 1930, alors qu'elle n'était que de 69 millions d'hectares en 1913, la moitié du milliard de quintaux de blé que le monde a moissonné en 1930 l'a été par les quatre grands producteurs d'Outre-Mer, dont nous venons de parler.

On doit signaler, en outre, qu'ils entrent pour une proportion moindre, certes, mais importante néanmoins, dans la récolte mondiale d'orge et de maïs. Il ne pouvait guère en être autrement, les débouchés étaient assurés et ce à des prix rémunérateurs. L'intérêt à produire davantage était suffisamment clair pour les agriculteurs de ces pays qui bénéficiaient au surplus de tous les avantages que le progrès mettait à leur disposition. Nous trouvons là l'explication de l'augmentation des céréales vendues par les quatre pays en question dans le total des quantités échangées.

Si, en 1913, l'Europe importatrice de céréales a acheté 133 millions de quintaux de blé, dont 61 venaient de l'Europe exportatrice (Russie comprise), alors que 72 seulement venaient des pays d'Outre-Mer, soit un peu plus de 50 %, nous constatons que cette quote-part s'élève presque à 90 % en 1928, où sur 172 millions de quintaux de blé

importés, moins de 6 millions seulement provenaient des pays européens producteurs, alors que 162 millions de quintaux arrivaient de pays d'Outre-Mer et que la production des pays danubiens augmentait de 41 millions de quintaux pendant le même laps de temps. Il en est de même pour les produits laitiers. La valeur globale des exportations de beurre de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie qui, avant guerre, était de 50 millions de livres sterling, atteint actuellement la valeur de 300 millions de livres sterling.

Bref, lorsque les pays d'Outre-Mer eurent entré résolument dans la voie d'une production agricole considérablement accrue, pour les motifs que nous venons de voir, l'Europe retrouva enfin la paix et par voie de conséquence, mais progressivement, sa puissance productive passée. Quand l'Europe agricole eut péniblement, souvent au prix d'énormes sacrifices, restauré son économie et remis sur pied sa production, elle se heurta à la défensive des pays extra-européens qui, à la faveur des hostilités, avaient pris une place qui autrefois était la sienne. Leur agriculture renaissante qui, nous le verrons par la suite, a eu à surmonter de grandes difficultés pour se rétablir, avait une infériorité indiscutable quant aux conditions de production et de vente, aussi ses céréales furent-elles presque chassées des marchés de l'Europe importatrice par la concurrence écrasante qui lui était faite. Il y a là un état de choses très grave qui résulte de la mévente des céréales européennes. Il paraît pourtant que la réapparition de celles-ci sur les marchés ne peut menacer la vente des céréales d'origine lointaine, les producteurs européens affirment que leur production ne peut être supérieure à 15 % des besoins des acheteurs, et que, par conséquent, il est surprenant que

les pays d'Outre-Mer s'alarment de leur prétendue concurrence.

Mais cette situation critique, résultant directement de la guerre, s'est encore compliquée en 1930 du fait de la rentrée en scène de la Russie. Elle avait un rôle à peu près nul depuis la guerre, mais, dès 1926, elle manifeste la volonté de ne plus se tenir à l'écart du marché des céréales et nous voyons pendant la courte période qui s'étend du 15 septembre au 15 octobre 1930 le seul port de Gênes recevoir 525.000 quintaux de blé russe, non compris les quantités en transit.

N'est-ce pas la manifestation du désir non équivoque d'un pays qui a exporté 45 millions de quintaux de blé en 1913 sur les 60 et quelques qu'exportait alors l'Europe Orientale, de vouloir reprendre sa place?

Le plus grave, c'est que la Russie paraît décidée à continuer et à intensifier même son effort pour conquérir une place de premier plan sur le marché agricole. Le programme agricole du Gouvernement soviétique en 1930-1931 a été d'augmenter de 13 millions d'hectares la superficie des terres ensemencées en blé, ce qui a porté celle-ci à 143 millions d'hectares. Plus de la moitié est cultivée sous forme de Kolchoz ou de Sovchoz. Bien que l'étude de ce point soit en dehors de la question qui nous occupe, on peut simplement rappeler que ce système d'exploitation permet un plan d'ensemble de culture pour de vastes étendues; grâce au niveau de vie rudimentaire de la population, grâce à un exceptionnel bon marché de la main-d'œuvre, nous avons connu le célèbre dumping de 1930. Grâce à lui, le Gouvernement russe a inondé les marchés européens, voire même américains, de ses quintaux de blé à des prix, selon l'expression en usage, défiant toute concurrence. Sans doute,

il y aura peut-être des déceptions dans l'exécution de ce plan agricole soviétique, mais il n'en est pas moins vrai que, selon l'expression de M. Truchy, la Russie est « la grande inconnue du problème européen », et que, au milieu de la crise agricole où se débat l'Europe, il faut compter avec elle.

N'est-ce pas pour cette raison que, fin mars 1931, ses délégués étaient invités à la Conférence du blé à Rome?

Mais en dehors de la Russie, n'a-t-on pas vu d'autres Etats entrer résolument dans la voie des primes à l'exportation pour trouver malgré tout des débouchés sur un marché déjà inondé de stocks? Le Chili, pour ne citer que cet exemple, a accordé à ses vigneronns une prime d'exportation de 98 francs par hectolitre de vin. L'accroissement démesuré de la production provoquant l'encombrement du marché agricole européen, accroissement nécessité par la guerre, est, semble-t-il, la cause initiale du désordre agricole dont souffre l'Europe.

Il est cependant permis de se demander si la fragmentation des économies résultant des traités de paix n'a pas eu pour résultat de contribuer au maintien de l'aggravation de ce désordre économique et particulièrement agricole, résultante de la guerre. Il est hors de doute que cette fragmentation a privé les nouvelles entités économiques de larges marchés nationaux et des facilités de crédit qu'exigerait l'aménagement de leurs forces productives. La crise agricole y entame la substance même du capital national. Sans vouloir adopter complètement la thèse soutenue à Genève, le 7 mai 1927, par le comte Hadik, délégué de la Hongrie, qui rejetait sur le statut politique de l'Europe l'unique responsabilité de la crise agricole, on ne peut que constater avec feu Gustav Stresemann, lors du déjeuner

historique du 9 septembre 1929, que « l'Europe ressemble à un vaste commerce de détail ». Il faut pourtant convenir qu'au cours de l'année 1930 et à la faveur de la crise agricole, les rivalités de patries depuis peu constituées et les rancœurs qui en résultaient et étaient profondément ancrées au cœur des individus, on le constatait facilement en parcourant l'Europe Centrale et Orientale, reçurent un notable apaisement.

Certes, la conclusion récente d'accords mettant fin à la question des réparations orientales avait calmé les esprits, mais aux réunions de Bucarest et Varsovie nous avons vu tous ces peuples se rapprocher pour rechercher en commun la solution de leurs difficultés et pour atténuer les effets de la crise agricole.

Il n'est nullement dans nos intentions d'en déduire que la compréhension mutuelle d'intérêts économiques entraîne la conciliation des revendications politiques. Ces dernières appartiennent à un tout autre domaine que celui qui nous occupe.

Il ne saurait non plus être question de faire aux négociateurs des traités de paix le reproche de n'avoir pas entrevu la conséquence de la fragmentation des économies. Il semble bien, au contraire, qu'ils aient voulu parer au désordre économique qui allait résulter de la multiplicité des frontières entraînant inévitablement une puissance économique plus faible. Il est vraisemblable que c'est dans ce dessein qu'ils ont rédigé les articles 222 du Traité de Saint-Germain et 205 du Traité de Trianon. L'idée d'un traitement préférentiel apparaît dans ces deux textes; or, n'est-ce pas pour parer aux inconvénients de l'augmentation des autonomies économiques et des exclusivismes qu'ils ont été rédigés?

N'est-ce pas parce que la fragmentation des économies est

dans une certaine mesure responsable de la crise agricole que l'on propose un peu partout, depuis quelques années, la conclusion d'unions douanières.⁹ Il semble bien que l'on puisse admettre cette idée quand on voit la Roumanie envisager une union douanière avec la Yougoslavie à la Conférence de Bucarest (22-24 juillet 1930) et que M. Demetrovitch, Ministre du Commerce de Yougoslavie, déclarait dans « Politika » du 8 août 1930: « Il est nécessaire que les
« producteurs agricoles des divers pays se réunissent pour
« collaborer à constituer dans une nouvelle politique
« commerciale, les instruments nécessaires permettant un
« échange plus favorable des produits agricoles. C'est
« pourquoi une collaboration très étroite est nécessaire
« entre la Roumanie et la Yougo-Slavie, et cette collabo-
« ration pourra aller jusqu'à la conclusion d'une union
« douanière. »

Peut-on dire enfin que, à côté d'autres raisons d'ordre politique, ce n'est pas aussi dans une certaine mesure parce que la France se rend compte de la conséquence de ce grand nombre d'autonomies économiques européennes sur la crise agricole, qu'elle a proposé au début de mars 1932, la conclusion d'un Bloc des Etats danubiens.⁹

Mais nous ne voulons pas exagérer l'importance de ce facteur dans la crise agraire. Il ne l'a certainement pas créée, il n'a pu que l'entretenir, bien que ce soit suffisant. C'est à la grande tourmente qu'il faut faire remonter la responsabilité de ce désordre économique, particulièrement agricole, dont nous allons étudier à présent les conséquences.

CHAPITRE II

Les conséquences de la crise

Les faits fondamentaux qui déterminent la dépression agricole semblent bien établis. Ils peuvent se résumer en cette proposition que la crise, dont souffre l'agriculture européenne, est essentiellement provoquée par la surproduction. Puis cette surproduction encombrant les marchés a entraîné une baisse des prix de vente qui ne se sont plus trouvés en rapport avec le coût de production et ont amené une restriction de la consommation. Cette sous-consommation opérant dans un statut économique que nous avons étudié, a aggravé à son tour le déséquilibre initial entre la production et la consommation, mettant ainsi l'Europe agricole dans sa tragique situation de 1931. Des recherches supplémentaires ne pourraient qu'en préciser les détails et les contours en fonction de certaines circonstances et de certains pays.

Nous savons que, si, avant la guerre, il semblait que les théories de Sir Williams Crookes considérant que les approvisionnements de blé ne pourraient continuer à faire face aux besoins de la population étaient près de se confirmer, il n'en est plus de même aujourd'hui où cette théorie promalthusienne est sérieusement mise en défaut. L'inévitable résultat de l'ensemencement de nouvelles terres, comme

nous l'avons vu, d'autre part, la mise en pratique des résultats obtenus dans les laboratoires ou les champs d'expérience, a permis d'intensifier encore une production superflue.

C'est ainsi que l'Australie a pu faire pénétrer la culture du blé dans des régions sèches, tandis que la réduction de 130 à 100 jours de la période nécessaire pour permettre au blé d'arriver à maturité, faisait reculer, au Canada, la limite septentrionale de cette culture de 200 milles vers le Nord. A cette augmentation dans la production du blé s'oppose une réduction dans la consommation du pain. Cette dernière se traduit par son remplacement partiel par des aliments d'autre nature tels que : lait, sucre, légumes, fruits, tout particulièrement dans les pays où les masses jouissent d'un niveau de vie plus élevée.

Aux Etats-Unis, suivant de récentes études du Farm Research Institute de l'Université de Stanford, la consommation du blé diminuait en 1928 de 15 % par rapport à 1913, alors que la production s'accroissait dans les proportions que l'on sait.

On peut observer une tendance analogue dans la plupart des pays, ce n'est pas un fait spécial aux Etats-Unis.

Si les éléments suffisants pour établir avec précision la sous-consommation du blé par habitant font défaut, l'Institut International d'Agriculture de Rome a pu cependant établir la consommation de blé par tête d'habitant en 1913 et en 1928. Pour cela, il s'est basé sur les éléments relatifs à la production, au mouvement commercial, aux stocks et aux quantités employées comme semences.

Nous avons le tableau suivant par tête d'habitant :

Pays	Consommation	
	en 1913	en 1928
Allemagne	86 kgs	81 kgs
Grande-Bretagne ...	163 —	154 —
France	223 —	199 —
Italie	167 —	189 —
Suisse	143 —	140 —
Etats-Unis	147 —	126 —
Canada	314 —	218 —
Argentine	171 —	145 —
Belgique	234 —	185 —

Ce tableau corrobore parfaitement les chiffres donnés par l'organisme de Genève, qui signale, par exemple, une diminution dans la consommation du blé d'environ 11 % en France pendant 1930 par rapport à 1913, et d'à peu près 6 % pendant la même période pour l'Allemagne.

Si la production a augmenté de 16 %, la consommation mondiale a diminué de 4 %, compte tenu de l'augmentation mondiale de la population, augmentation d'environ 11 % pour cette période 1913-1930. Cette situation entraîna un inévitable accroissement des stocks de blé invendus dans le monde, qui, à son tour, en vertu de la bien connue loi de l'offre et de la demande, provoqua cette énorme baisse des prix des produits agricoles qui fut une véritable catastrophe et la répercussion de cette détresse se fit sentir sur l'économie nationale des pays atteints, sur leurs finances publiques, sur leur stabilité politique et sociale et surtout sur leur crédit.

L'Institut International d'Agriculture de Rome a dressé une statistique quant aux stocks de blé en excédent, au cours de ces dernières années. De sa lecture se dégage cette

impression qu'ils ont eu une continuelle tendance à s'accroître, tendance qui se poursuit encore à l'heure actuelle. De 36 millions de quintaux de blé en 1926, ces stocks se sont élevés successivement à 54 millions de quintaux en 1927, 73 millions de quintaux en 1928, 115 millions de quintaux en 1929 et 130 millions de quintaux en 1930. La formidable progression constatée en 1929 est sans aucun doute imputable pour une bonne part à la récolte, trop bonne de 1928. L'accroissement de cette quantité de blé qui ne trouva pas de consommateurs, agit, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, sur la fixation des prix qui, dès lors, s'effondrèrent.

Quelques chiffres pris sur deux grands marchés européens de céréales vont préciser la situation :

Sur le marché roumain de Braïla, la tonne de blé qui, en octobre 1928, était 7.950 lei, tombait à 6.320 lei en octobre 1929, pour atteindre 3.200 lei en octobre 1930. La tonne d'orge, aux mêmes époques, tombait de 5.960 lei, à 4.060 lei et à 1.890 lei. Quant à la tonne de maïs, elle n'était pas mieux traitée, elle suivait la même marche descendante, et aux trois époques considérées, elle valait respectivement 6.400 lei, 4.250 lei et 2.750 lei, soit des baisses variant entre 57 et 70 %.

D'autre part, à la Bourse de Commerce de Varsovie, on constate les mêmes faits au cours de la même période. La tonne de seigle qui était cotée 437 zlotys pour la récolte de 1927, tombe à 344 zlotys pour celle de 1928, à 219 zlotys pour celle de 1929 et à 189 zlotys pour celle de 1930. La tonne d'orge, qui était cotée 448 zlotys pour la récolte de 1927, tombe à 352 zlotys pour celle de 1928, 265 zlotys pour celle de 1929 et 248 zlotys pour celle de 1930. Enfin, si nous passons au sort de la tonne d'avoine, nous cons-

tatons que de 415 zlotys pour la récolte de 1927, elle tombe à 349 zlotys pour la récolte de 1928 et à 217 zlotys pour la récolte de 1930. C'est à une baisse de 50 à 56 % que l'on assiste en Pologne.

Les autres produits agricoles ont, eux aussi, subi une certaine baisse.

Le bétail, et principalement les porcs, si nombreux en Yougo-Slavie, 8 millions en 1931, selon M. le Doyen Novakovitch, de la Faculté de Droit de Belgrade, le beurre, les œufs n'ont pas été à l'abri de cette tendance à la baisse qui cependant n'a atteint sa plus grande acuité que pour les céréales.

Certes, cette baisse est générale, elle atteint les produits industriels comme les produits agricoles. Mais ce qui fait qu'elle relève d'une crise spéciale, c'est qu'elle est provoquée par la fermeture, ou tout au moins, par une restriction d'accès de la part des débouchés autrefois ouverts à ces produits agricoles. C'est ce manque de débouchés qui est caractéristique en cette matière. Cette baisse, qui a pris parfois une allure catastrophique, s'est tellement accentuée qu'à la fin de 1931, non seulement les prix agricoles étaient plus bas que ceux des produits manufacturés, non seulement encore il y en avait qui avaient retrouvé leur niveau d'avant guerre, mais il s'en est trouvé dont la valeur n'était plus que le tiers ou le quart de ce qu'elle était en 1913. Si l'on fait exception des années 1920 et 1921, on remarque qu'en maints pays cette chute des prix a été la plus brusque qu'on ait vue depuis un demi-siècle.

Les dommages qui résultent pour la culture du niveau relativement faible des prix des produits agricoles sont, en outre, aggravés par leur instabilité. Leurs fluctuations sont aussi néfastes pour le producteur que pour le consumma-

teur. Elles déroutent ce dernier qui se réserve devant les violents écarts manifestés par les prix. Incalculables, imprévisibles, elles augmentent les risques des producteurs en faisant varier plus ou moins fortement les revenus qu'ils sont en droit d'attendre de leurs récoltes. C'est principalement dans les mois qui suivent celles-ci que ce fait leur sera préjudiciable, car beaucoup d'agriculteurs n'ayant que peu ou point de fonds de roulement par suite de la baisse des prix de l'année précédente, sont contraints de vendre à n'importe quel prix, souvent à perte, pour faire face à leurs engagements. Mais ces ventes massives ne font qu'écraser encore des cours déjà sérieusement atteints. On ne saurait trop insister sur les avantages procurés par des prix à peu près stables.

Bien que cette baisse des prix soit générale aujourd'hui, bien qu'elle varie suivant les pays, son résultat est le même partout : le revenu des agriculteurs est sensiblement réduit. Il ne fournit plus un revenu équitable du travail puisqu'il est des pays où ce revenu n'arrive plus à couvrir les dépenses d'exploitation, et qu'il nous a été donné de voir des paysans roumains incendier leurs récoltes sur pied et des paysans yougo-slaves emprunter les sommes nécessaires à s'acquitter de leurs impôts.

Mais peut-on réduire impunément pour les pays industriels la capacité d'achat de 90 millions d'êtres humains ? La diminution du pouvoir d'achat de cette grande classe de producteurs et aussi de consommateurs que sont les agriculteurs européens de l'Est se répercute sur l'organisme économique mondial. Elle place le désordre agricole né de la guerre au cœur même du vaste problème soulevé par la crise économique mondiale. Ne pouvant vendre leurs

récoltes à des prix rémunérateurs, les paysans restreignent leurs achats en produits manufacturés quand ils ne les suppriment pas.

Si, en 1928, la moyenne des importations fut de 50 dollars par tête d'habitant en France et en Allemagne, elle ne fut que 10 à 15 dollars pour les huit Etats agricoles de l'Est européen.

Ayant une répercussion même sur l'Economie des industriels, la crise agricole doit attirer leur attention et les inciter à une action internationale d'où sortira le salut. Par solidarité et par intérêt, ils doivent agir. Si l'agriculture, plus que l'industrie, soulève des questions qui varient d'un pays à un autre, et qui semblent devoir être résolues sur le plan national plutôt que sur le plan international, il n'en est pas moins vrai que nous nous trouvons en face d'un mal international qui ne peut être traité que par un remède de même nature, c'est-à-dire international.

De prime abord on pourrait cependant être tenté de rejeter cette idée. Il est, en effet, des facteurs qui sont propres à certains marchés nationaux dont l'effet est de rendre encore plus aiguë la crise qui sévit. Il semble que c'est de crises diverses que l'on devrait parler plutôt que de crise unique. A côté des causes générales que nous avons examinées, il existe, sans aucun doute, des causes afférentes à certains pays. Il est évident que des mesures prises par un seul pays peuvent également représenter un élément immédiat et plus ou moins puissant de désordre économique et entraîner un certain déséquilibre pour les autres pays avec lesquels il est en relations. Cette répercussion peut parfaitement ne pas s'arrêter à un seul pays. L'histoire

des rapports économiques entre la France et l'Angleterre, au cours de 1931, en offre un exemple frappant.

D'autre part, il est incontestable que les gouvernements peuvent exercer et exercent une certaine influence pour atténuer les effets de la crise. Certains gouvernements ont mis au premier rang de leurs préoccupations la question de l'agriculture. Dans la mesure de leurs ressources, il y en a qui ont réduit les taxes frappant les produits agricoles.

Le royaume de Yougo-Slavie a, pour ne donner qu'un seul exemple, réduit, à l'intérieur du pays, les tarifs de transport des produits agricoles.

Mais ces considérations ne sont qu'accessaires ; l'élément essentiel de la crise est son caractère international. Il semble que ce serait une erreur très grave que de croire que chaque pays, séparément, quelles que soient son intelligence des affaires, l'énergie de son gouvernement et de son peuple, est capable, par ses ressources propres, d'anéantir les conséquences d'un désordre agricole aussi complet que celui où se débat l'Europe depuis plusieurs années. La maladie de l'agriculture européenne ne connaît pas plus les frontières qu'une anémie générale ne se cantonne qu'à certaines parties de l'organisme. Il en résulte qu'il n'est guère possible d'admettre qu'un seul Etat peut, à lui seul, résoudre cet immense problème. D'ailleurs, les possibilités de remédier à cette crise sont forcément limitées pour un Etat et la production nationale ne peut plus ignorer la situation du marché mondial. Dans la prospérité, tout autant que dans la ruine, les nations sont solidaires et l'interdépendance économique des peuples apparaît sous un jour irréfutable.

C'est d'ailleurs ce que déclarait à Genève, en 1927,

M. Theunis, en disant à tous les pays rassemblés pour la Conférence économique: « Tous ceux qui se sont penchés
« sur ces grands problèmes de la solution desquels dépend
« le sort des Etats et des peuples: savants, économistes,
« hommes d'Etat, industriels, travailleurs de tous rangs
« et de toutes nationalités, les ont vus s'éclairer, à certai-
« nes minutes, d'une même lumière: la solidarité.

« Parfois, c'est une lueur à peine perceptible, vacillante,
« encore perdue dans la nuit de l'ignorance ou dans la
« fumée des batailles.

« A d'autres moments, elle grandit, s'affirme, aveugle
« de son éclat le plus vif, les plus incrédules. Dans le milieu
« national comme dans le milieu international, dans le
« domaine politique comme dans le domaine économique,
« mais plus encore dans ce dernier, l'interdépendance des
« intérêts est un fait: rien ne servirait de le nier ou de
« lutter contre lui. Il faut, au contraire, le reconnaître,
« l'utiliser, le canaliser. »

Certes, M. Theunis n'a pas été suivi alors et si l'année 1930 a été si riche en déceptions de toute nature, elle a cependant apporté au représentant de la Belgique le spectacle de voir des événements douloureux concourir à la démonstration de sa thèse. Ce sont ces événements qui justifient le reproche fait en 1928 par un autre Belge, M. Heinemann, à certains pays, qui contribuent au maintien de la détresse de l'Europe agricole. Ce dernier déclare que, par un étrange aveuglement, quand il s'agit de conjurer le malaise, au lieu d'agir sur la cause pour en modifier les effets, on s'est obstiné à s'attaquer aux effets eux-mêmes, sans tenir compte de la cause; et il cite comme exemple les législations sur le chômage, le vote de subventions à

certaines industries déficitaires, l'élévation de barrières douanières, etc...

Bref, au terme de cet aperçu succinct des causes, des conséquences et du caractère de la crise, il semble bien que le remède ne peut être national. Il peut y en avoir un seul ou plusieurs, ce qui est plus vraisemblable, mais quel qu'en soit le nombre, ce ou ces remèdes ne peut être qu'international.

CHAPITRE III

Le recours au crédit

Aux Conférences agricoles de Varsovie, au mois d'août 1930, et de Bucarest, en octobre 1930, les représentants des pays invités ont préconisé une meilleure organisation de l'exportation des produits agricoles, principalement des céréales, et la création à bref délai d'institutions dont l'objet serait de concerter et de contrôler l'exportation et d'exercer ainsi une influence décisive sur la quantité des marchandises exportées afin qu'elle soit adaptée aux besoins des marchés d'importation. Ce programme avait, en réalité, en vue de doter l'Est européen d'organismes de vente analogues aux pools canadiens et qui ont été étudiés par M. Seulesco dans une thèse soutenue à Paris en décembre 1931. Mais pour que cette proposition ait un résultat vraiment efficace, il est indispensable qu'elle soit l'objet d'efforts constants et logiques, sinon l'exportation étant limitée et la demande inférieure à l'offre, les prix vont tomber au-dessous du niveau des prix d'exportation. C'est là un réel danger qui sera d'autant plus grave que les agriculteurs manquent de fonds de roulement et ne sont pas en mesure de répartir leurs ventes sur toute l'année. Ils sont, au contraire, dans la nécessité de les précipiter en cumulant les offres dans un laps de temps assez court, ce

qui n'a pour résultat que d'accentuer l'effondrement des prix par suite d'une offre de beaucoup supérieure à la demande. La nécessité de ces fonds de roulement apparaît comme impérieuse; or, ces fonds ne peuvent être fournis que par le crédit, ce crédit auquel on fait toujours appel en temps de crise, le processus bien connu de celles-ci nous l'enseigne.

Mais, même si les agriculteurs ont à leur disposition ce crédit à court terme grâce auquel ils vont avoir la faculté de répartir plus rationnellement leurs ventes, les prix peuvent encore tomber à l'intérieur du pays par rapport aux prix d'exportation. C'est ce qui arrive quand la production d'un article déterminé, actuellement les céréales en premier lieu, est supérieure aux besoins du marché mondial. C'est le cas d'une surproduction générale comme celle que nous a léguée la guerre. On ne peut songer à arrêter toute production jusqu'à ce que les stocks encombrant les marchés soient épuisés. C'est impossible. Il faut déduire la production en la variant, c'est-à-dire qu'il faut envisager de remplacer celle dont les articles sont en surplus par celle d'autres en quantité insuffisante, ou dont la consommation tend à augmenter. Il faut aussi changer les méthodes de production. La viande a été longtemps considérée comme un aliment de luxe que les classes pauvres se réservaient pour les jours de fête, mais depuis un demi-siècle, avec l'amélioration du standard of living de la classe ouvrière sa consommation s'est accrue notablement. Il en est de même pour le vin, le sucre, le beurre, les œufs, les volailles, les fruits, tandis que la consommation du pain diminue.

Il faut orienter l'agriculteur de l'Est vers l'élevage du bétail et des volailles, vers la culture de la vigne là où le climat le permet, des arbres fruitiers, etc... Cependant, un

changement de ce genre ne s'opère pas facilement dans le domaine agricole. La culture des céréales n'exige que peu de capital de roulement et d'investissement. Si l'agriculteur veut passer de leur production à celle d'autres articles, il ne peut le faire qu'avec de nouveaux investissements, c'est-à-dire de nouveaux crédits à long terme ou à moyen terme cette fois. Si le paysan hongrois veut transformer sa Pusta en plantations de betterave sucrière, il lui faut faire acquisition de semences, d'engrais... si le paysan valaque veut se livrer à la culture des arbres fruitiers, il lui faut acheter des jeunes plants. Si le paysan bulgare veut se livrer à l'élevage, il devra accroître son cheptel. Le programme est séduisant, mais pour le réaliser il faut des capitaux à tous ces paysans. Or, où les trouveront-ils? Ce ne sera certainement pas dans les bénéfices qu'ils réaliseront lors de la vente, à des prix déconcertants, comme ceux auxquels s'échangent leurs céréales. Ce ne sont pas les pertes qu'ils éprouvent qui leur permettront de passer de leur production à celle d'autres articles plus rémunérateurs. Il leur faut recourir au crédit. Crédit à court terme ou d'exploitation, crédit à moyen et long terme ou d'investissement: c'est le besoin de l'agriculture européenne. C'est le régénérateur qui la fera sortir de son état pathologique. C'est pourquoi, il nous semble, adoptant pleinement les thèses soutenues à Varsovie par MM. Adam Rose et Madgearu qu'on ne peut parler de solution de la crise agricole sans aborder le problème de crédit. Il est vraisemblable que ce n'est pas le seul remède à la situation. Nous voulons simplement dire que ç'en est un qui n'est pas négligeable.

Or, ce crédit agricole, sans lequel on ne peut songer utilement à remédier à la crise, peut revêtir trois formes:

le crédit à court terme, crédit à long et moyen terme. Il ne présente pas les mêmes caractères que le crédit industriel ou commercial, ayant à répondre à d'autres besoins. La période de production est plus longue dans l'agriculture que dans l'industrie; pour la production végétale, base de la production agricole, elle est d'environ un an. Dans un même pays ou dans des pays soumis à des conditions de climat analogues, la récolte a lieu à la même époque. Cette simultanéité nécessite des capitaux importants pour répartir graduellement les récoltes tout au cours de l'année. Il en est de même pour l'élevage; celui du porc réclame une période de huit mois à un an et quelquefois plus. C'est pourquoi les fonds de roulement, qui sont ordinairement de 90 jours dans l'industrie ou le commerce, doivent être au moins d'une année. D'autre part, dans l'industrie et le commerce, les crédits d'investissement sont toujours extrêmement importants, ils sont moindres pour l'agriculture. Leur amortissement est plus rapide. Telles sont les deux considérations essentielles qui s'attachent au crédit agricole.

Il est intimement lié aux problèmes fondamentaux de l'agriculture et il les domine bien souvent. Il n'y a, en effet, pas un seul problème de bonification, d'irrigation, de colonisation, de transformation foncière ou d'aménagement de zones de montagne, sans compter les exigences ordinaires des exploitations où il ne se pose en même temps un problème de crédit et souvent comme un élément capital.

Lorsque l'agriculteur a abandonné les systèmes empiriques de culture, lorsqu'il n'a plus limité son activité productive aux besoins de sa famille et qu'il lui a donné une nouvelle disposition, un nouvel essor pour l'adapter aux

besoins de la collectivité, et faire face aux demandes de plus en plus fortes des marchés, il a dû recourir au crédit. Il ne disposait pas évidemment à lui seul des moyens nécessaires à augmenter le rendement de ses terres en employant de plus en plus largement les engrais, les machines, les semences sélectionnées mises à sa disposition par le progrès scientifique. Il a dû demander au crédit des capitaux nécessaires à la nouvelle gestion de son entreprise et aux améliorations foncières indispensables. Qu'il relève du type Raiffersen ou du type Schultze-Delitsch comme en Lettonie aujourd'hui, le crédit agricole a pris une importance nécessaire de plus en plus grande.

Mais c'est de la guerre et de ses suites que sont nés les besoins les plus grands et les plus urgents de crédit agricole. Les agriculteurs des huit pays de l'Est européen se sont trouvés dans un lamentable état d'épuisement au lendemain de la conclusion des traités de paix. Les problèmes de reconstruction des régions dévastées ne purent recevoir une solution dans un nouveau recours au crédit qui, selon les pays, s'est fait plus ou moins impérieusement sentir. Les ruines causées par les hostilités revêtirent, dans certains pays, une importance effrayante. Le spectacle du Nord et du Nord-Est de la France nous a donné une notion de ce que l'on pouvait trouver en parcourant les anciens champs de bataille des Balkans, de Roumanie, des Pays Baltes et de ce qui constitue aujourd'hui la Pologne. Bâti-ments ruraux incendiés, routes coupées en maints endroits, cheptel anéanti, ponts et digues détruits: tel est le triste bilan, bien connu de tous. Le terrain considéré en soi eut lui-même à souffrir de la guerre: des tranchées y furent ouvertes, des travaux de siège, de défense ou d'approche y furent édifiés. La surface du sol a été bouleversée sur une

étendue immense et à des profondeurs variables. Les réserves de bois, les forêts des Karpathes et des Pays Baltes, les arbres fruitiers de Serbie et de Galicie ont été l'objet de destructions systématiques effectuées ou dues à des bombardements ou aux nécessités de la défense. La destruction s'est étendue aux cultures herbacées, à fruits pendants et aux cultures ligneuses des diverses espèces. Rien n'y a échappé, tout a souffert. On estime que les trois cinquièmes du territoire roumain ont été ainsi dévastés. La Pologne entière fut un immense champ de bataille; sa population, dont les 64 % est agricole, a subi une perte de 13 milliards et demi de francs-or par suite de la destruction de 1.651.892 bâtiments ruraux. La Lettonie a eu 25 % de ses fermes détruites dont 11 % totalement et 14 % partiellement. Pour édifier les bâtiments nouveaux, pour reconstituer le cheptel, pour avoir de nouvelles cultures, pour remettre en état de production régulière ces immenses territoires, c'est au crédit que l'on fit appel, à ce crédit agricole que l'Est européen, tel un gouffre insondable, engloutissait avec une rapidité qui n'avait d'égale que l'importance de celui dont il avait sans cesse un nouveau besoin.

Mais, d'autre part, il est un événement d'une importance considérable qui, lui aussi, entraîna un nouveau besoin du crédit. Le rêve de devenir propriétaire et citoyen que caressait l'agriculteur de ces pays se réalisa dans les années qui suivirent la guerre. Sous la pression de nécessités politiques, la plupart de ces pays durent se résoudre à des réformes agraires. Elles avaient toutes le même but : le partage des grands domaines, mais elles se firent avec des modalités différentes. Nous voulons simplement ici indiquer leur rapport de cause à effet avec de nouveaux appels au crédit. Mais cette transformation sociale profonde qui

consista à morceler des domaines plus ou moins vastes appartenant à l'Etat, à des collectivités civiles ou religieuses, publiques ou privées, à des particuliers enfin, modifia complètement les conditions de l'exploitation. Les paysans qui recevaient la concession de ces terres étaient pour la plupart dépourvus des moyens financiers nécessaires à la bonne marche de leurs nouvelles propriétés. Ils n'étaient nullement préparés à remplir leur nouveau rôle, bien qu'ils étaient pleins de bonne volonté. Il s'agissait d'une brutale transformation du cultivateur en entrepreneur agricole. Son instruction agricole n'était pas suffisante pour lui permettre de pourvoir lui-même à ses exploitations. Il fit encore appel au crédit. C'était la seule ressource capable de lui procurer les fonds d'investissement ou d'exploitation qu'il réclamait.

Enfin, l'agriculture n'a cessé de s'industrialiser de plus en plus. Les méthodes empiriques ont fait place aux méthodes scientifiques. Certes, il faut convenir que le milieu agricole est un de ceux où la mise en application du progrès scientifique éprouve le plus de résistance. C'est un milieu traditionnaliste où l'on se résigne difficilement à abandonner les méthodes du pain. Il n'est pas nécessaire d'aller à l'autre extrémité de l'Europe pour s'en apercevoir. En France même, nous en avons un exemple frappant. Jusqu'à ces dernières années, il y avait des régions où le paysan se refusait systématiquement à faire usage des engrais chimiques. Mais devant l'évidence de l'intérêt à entrer dans la voie nouvelle, l'agriculteur européen s'est engagé dans cette voie de l'industrialisation et de la spécialisation des cultures. Mais bien souvent, il ne pouvait s'y engager sans crédit. Ici encore, nous en trouvons la nécessité. Il s'agissait de trouver des débouchés pour ses céréales, il fallait

concurrencer les céréales d'Outre-Mer qui avaient conquis les marchés à la faveur des hostilités. Pour atteindre ce but, il fallait abaisser le prix de revient, le seul moyen d'y parvenir était d'entrer dans la voie du progrès.

Sans cesse le crédit agricole a dû répondre aux besoins des paysans. Depuis la guerre, ceux-ci se sont singulièrement accrus. Des sommes énormes avaient été mises au service de cette branche de l'activité productive des hommes quand une baisse catastrophique des prix éclata en 1928. La ruine menaçait et menace encore aujourd'hui cette classe d'êtres humains qui avaient déjà subi de si dures épreuves. Pour se consacrer à de nouvelles cultures, plus rémunératrices, ces gens avaient et ont besoin de capitaux. Nous avons vu qu'on ne pouvait entrevoir de solution à la crise si l'on n'abordait pas aussi le problème du crédit. Toute la question se réduit à savoir si les capitaux nécessaires peuvent être trouvés dans les huit pays agricoles. Il faut choisir entre l'une des deux formules : Crédit Agricole National ou Crédit Agricole International. Mais on ne peut choisir qu'entre des solutions matériellement possibles, si l'une ne l'est pas, il faut se résoudre à l'autre.

Notre plan est tout tracé, recherchons si le crédit agricole national est encore possible pour tirer les Etats agricoles de la situation tragique et douloureuse où il se débattent.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE NATIONAL

CHAPITRE PREMIER

Son organisation

Les faits que nous avons indiqués au cours des développements précédents suffisaient à eux seuls pour expliquer à quels besoins énormes de crédit on a eu à faire face dans l'Est et dans le Centre de l'Europe. Avant de voir comment, par quels organismes et dans quelle mesure on y a fait appel, il nous paraît indispensable de signaler les écueils auxquels se sont heurtées les demandes de crédit agricole.

En premier lieu, nous devons constater que la plupart des pays qui avaient besoin de ce crédit n'étaient pas, avant la guerre, dans une situation financière très brillante. C'étaient plutôt des pays débiteurs que des pays créanciers, il en était ainsi pour la Roumanie, la Grèce, la Bulgarie, la Serbie.

La guerre, loin d'améliorer cette situation financière, n'avait pu que l'aggraver. Mais, d'autre part, tous ces Etats

avaient été plus ou moins profondément secoués par les hostilités. Certains, comme la Bulgarie, la Yougo-Slavie, étaient plongés dans un état de guerre à peu près continu depuis 1912. D'autres voyaient leur territoire revêtir un aspect complètement différent, leur économie nationale se trouvait considérablement modifiée; c'est ce qui est arrivé à la Hongrie, à la Roumanie. D'autre pays, enfin, la Pologne, la Lithuanie, l'Esthonie, la Lettonie, qui avaient dû le jour aux traités de paix, avaient un immense problème d'organisation à résoudre, problème qui se posait dans tous les domaines. Tous, sauf la Hongrie et la Bulgarie, devaient relever leurs ruines qui pullulaient dans leurs campagnes. Ils durent mettre en pratique un rigoureux système de dépenses, et l'agriculture n'a pu recevoir tous les capitaux qu'elle réclamait.

C'est ainsi que l'impulsion vraiment notable reçue par toutes les activités de la production dans cette phase de l'organisation ou de la réorganisation, selon les cas, et qui a déterminé une augmentation de la demande de capitaux, a eu pour pendant une restriction imposée aux moyens de la circulation par le processus d'assainissement en cours dans presque tous ces pays.

D'autre part, depuis la guerre, l'épargne s'est éloignée des placements agricoles, parce qu'ils offrent moins de marge de gain que les placements industriels qui, pour cette raison, attirent beaucoup plus les disponibilités des épargnants. La nature humaine est ainsi faite qu'elle a toujours été séduite par la possibilité de s'enrichir rapidement. Serrés de près par les besoins pressants d'une vie toujours plus difficile parce que plus chère, les épargnants, à quelque pays qu'ils appartiennent, vont à des placements, plus risqués certes, mais qui laissent entrevoir la possibi-

lité d'un intérêt plus élevé, quand ils ne le donnent pas immédiatement. Des difficultés particulières se font jour quand il s'agit d'améliorations foncières, car ce sont des travaux qui ne rendent pas extrêmement. Depuis la guerre, il a toujours été plus difficile de placer les titres hypothécaires qui exigent un large marché; et il n'est guère possible d'en créer un spécial, car il n'est pas approprié. Il est extrêmement symptomatique et significatif que les titres fonciers émis par les Etablissements de crédit hypothécaire qui sont des titres sûrs, par excellence, et qui ont toujours été recherchés au cours des crises politiques ou économiques, nous l'avons constaté en 1926 et 1927, pour le Crédit Foncier de France, sont le plus souvent dépréciés et délaissés. Au fond, c'est toujours la cause de l'écart entre les taux d'intérêt demandés et les taux d'intérêts possibles qui domine aujourd'hui toute l'agriculture, entreprise plus pauvre que les autres. C'est là un écart difficile à éliminer. Si une conclusion peut être tirée de l'ensemble de ces considérations, c'est que le crédit agricole national ne paraît déjà guère indiqué pour sortir les paysans de cette crise qui les accable. Il ne paraît guère apte à jouer ce rôle. Ce rôle est grand, certes, trop grand; il dépasse ses possibilités. Mais ce crédit agricole existe, il a donné ce qu'il pouvait, nous allons l'étudier.

Pour satisfaire aux différents besoins connus de l'agriculture, le crédit agricole, comme ses frères, le crédit industriel et le crédit commercial, revêt trois formes, selon sa durée. On le rencontre soit à court terme, soit à moyen terme, soit à long terme.

Le crédit à court terme, qui varie entre un et douze mois, se fait, la plupart du temps, par des prêts contre les billets à ordre. C'est un crédit personnel qui est surtout destiné à

satisfaire aux besoins temporaires de l'agriculteur, à l'entretien de sa famille. Il lui procure des fonds pour faire ses moissons, pour acheter les semences, les outils: bref, c'est un crédit d'entretien. Il a le grand avantage de mettre entre les mains du paysan les capitaux dont il est dépourvu et, sans ce crédit à court terme, il serait tenté de se le procurer en vendant en bloc sa récolte peu après la moisson. La quantité pèserait sur les cours qui s'effriteraient; grâce au crédit à court terme, le paysan répartit méthodiquement la vente de sa récolte au cours des mois à venir, selon les besoins de la consommation. Ce crédit, vu sa grande utilité, fonctionne dans tous les pays de l'Est européen. En Bulgarie, il peut s'évaluer à 5.000 leva sans garantie et à 20.000 leva avec garantie. Il existe en Lettonie, où il varie entre trois et neuf mois, de même qu'en Esthonie et en Hongrie. En Pologne, il se pratique à la fois par l'escompte des effets, par le prêt à terme fixe et par le crédit à découvert. En Roumanie, il est de trois mois. En Yougo-Slavie, il est peu développé au Monténégro, en Bosnie, en Herzégovine et dans l'ancien royaume, mais il est plus en usage dans le reste du pays.

Le crédit à moyen terme ne présente pas les mêmes caractères. Ce n'est plus un crédit d'entretien, mais un crédit d'exploitation. Il varie suivant les pays, mais sa durée minima est de un an, sa durée maxima de cinq ans. C'est un crédit avec gages, souvent un crédit warrant. Il a pour but de mettre à la disposition des agriculteurs les capitaux qui leur sont nécessaires pour des achats importants. Il leur permet l'acquisition de machines, d'instruments aratoires, la construction de silos, etc... On le rencontre un peu partout. Il est extrêmement développé en Yougo-Slavie et tout particulièrement en Slovénie, en Croatie et en

Slavonie. On en fait aussi un large usage en Pologne et en Esthonie. En Lettonie, il est de trois ans, mais de deux ans en Hongrie. En Roumanie il s'étend jusqu'à cinq ans et en Bulgarie à trois ans. Dans ce dernier pays, il peut s'élever à 20.000 leva avec ou sans garant.

Le crédit agricole à long terme est un crédit d'investissement. Il est destiné à des entreprises beaucoup plus coûteuses, mais beaucoup plus durables aussi, et dont les revenus contribueront en grande partie à la stabilisation de l'économie rurale. Mais ces revenus sont loin d'être suffisants pour permettre l'amortissement des fonds engagés dans la courte période du crédit à moyen terme qui ne dépasse pas cinq années. Une durée plus longue est nécessaire et nécessitée par l'importance des frais et la nature de l'entreprise réalisée. Selon les pays, le crédit à long terme varie entre cinq et cinquante-cinq ans. Mais le gage sur lequel il repose doit être quelque chose d'immuable; c'est pour cela que l'on recourt à l'hypothèque. Il suppose la tenue d'un cadastre sans lequel aucune hypothèque n'est possible, c'est ce qui explique son peu d'importance dans certaines régions comme dans l'ancien royaume pour la Yougo-Slavie, où l'existence de livres fonciers est toute récente. Pour ce pays, le crédit à long terme ne se rencontre que dans les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie, où il est assez développé. Il est de cinquante ans en Hongrie, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie. Il varie entre treize et quarante et un ans en Lettonie et entre cinq à cinquante-cinq ans en Esthonie.

Les organismes qui distribuent le crédit agricole se rangent en trois catégories. Ce sont : soit des organismes d'Etat, soit des instituts privés, soit enfin des coopératives. Dans certains pays, le Gouvernement a créé des Banques

dont le rôle unique était de porter secours à l'agriculture. En Lettonie et en Pologne, on a créé une Banque agraire d'Etat. Certes, en Yougo-Slavie il y a aussi une Banque hypothécaire, mais son activité est surtout urbaine et ses opérations purement agricoles sont peu importantes.

D'autre part, il est des pays où c'est la Banque Nationale qui a accordé ce crédit à l'agriculture. La Banque de Lettonie, la Banque de Pologne, la Banque de Roumanie ont pratiqué ce genre d'opérations. A côté de ces organismes officiels qui ont accordé du crédit agricole, il est des banques privées, importantes sociétés anonymes, des établissements ruraux de crédit, placés ou non sous le contrôle des Etats qui ont joué et jouent encore un certain rôle. Leur liste est trop longue pour qu'il soit possible de les énumérer toutes, il est seulement possible d'en signaler quelques-unes. Ce sont : le Crédit Foncier de Hongrie, le Crédit mutuel de Hongrie, l'Institut de Crédit Foncier, en Hongrie, la Banque de Crédit à long terme en Esthonie, la Banque de l'Economie Nationale, les Caisses régionales d'Epargne en Pologne, l'Institut de Crédit Hypothécaire transitoire, le Crédit Foncier rural en Roumanie, etc... Enfin les Coopératives agricoles de crédit ont, dans la mesure de leurs moyens, consenti du crédit agricole. En Lettonie, c'est la Banque coopérative de crédit organisée selon le système Schultze-Delisch. L'Esthonie a aussi sa Banque coopérative, la Roumanie à la Banque Centrale coopérative, la Yougo-Slavie et la Bulgarie ont de très nombreuses coopératives de crédit agricole. Il est des pays où ces coopératives jouent un rôle qui est loin d'être négligeable et où elles sont relativement fort nombreuses. En Yougo-Slavie, par exemple, sur 6.500 coopératives, il y a 6.000 coopératives agricoles et sur ces 6.000 coopéra-

tives agricoles, il y a 4.500 coopératives de crédit. Mais cette énumération des sources de crédit agricole serait sans aucun doute incomplète si on ne prenait soin de signaler le crédit consenti par les particuliers, qu'on ne peut passer sous silence. Certes, ce crédit est souvent du crédit à la consommation et il est presque toujours à court terme. Son champ d'action est inévitablement limité, mais il est forcément d'un usage fréquent dans les endroits où il n'y a ni coopératives, ni banques privées, comme dans certaines régions de la Yougo-Slavie.

Les renseignements manquent sur lui, ce n'est pas un crédit qui se manifeste au grand jour, car son taux est souvent usuraire. Ceux qui l'octroient à un taux supérieur au taux légal spéculent sur le besoin pressant de ceux qui y recourent, aussi ignore-t-on souvent leur métier. C'est pourquoi on ne peut faire appel qu'à des données approximatives en tout ce qui le concerne.

Le crédit agricole existe donc dans l'Est européen. Il n'y est pas inconnu. Par conséquent, la question qui se pose n'est plus de savoir si pour trouver une solution à ce vaste problème du crédit agricole, on doit ou non l'instituer. Il s'agit maintenant de savoir si, devant les ravages, toujours importants, quelquefois effrayants de la crise agraire qui sévit, il peut, seul, résoudre le problème posé. Seule l'étude de ses résultats pourra donner une indication précise qui permettra de conclure dans un sens ou dans l'autre. C'est à cette étude qu'il faut passer à présent.

CHAPITRE II

Ses résultats

Quelles ont été les opérations effectuées par les Instituts de crédit agricole? Quelle est l'importance des différentes avances consenties? Quels sont les taux en usage? Ce sont les questions auxquelles il est nécessaire de s'efforcer de répondre maintenant. Elles viennent naturellement à l'esprit quand on veut juger les résultats obtenus.

L'étude des taux d'intérêt est tout particulièrement utile; son importance est capitale, car leur fixation n'échappe assurément pas à la classique et bien connue loi de l'offre et de la demande. Certes, d'autres facteurs interviennent, mais elle a une influence prédominante. Ces taux seront bas, si les capitaux sont en quantité suffisante, ou si les besoins de crédit sont à peu près insignifiants. Ils seront élevés, au contraire, si ces besoins sont fréquents et importants et si les capitaux disponibles sont peu élevés. Or, pour des raisons générales connues, il est établi que ces besoins de crédit ont été fréquents et pressants et que souvent les agriculteurs de l'Est européen y ont eu recours. Si donc ces capitaux sont en grande quantité ou simplement en quantité suffisante pour faire face aux demandes, les taux en usage ne pourront pas être élevés, ils seront relativement bas, alors qu'ils seront élevés si on se trouve

dans une situation inverse. Leur cherté ou leur bon marché sera une indication précise et précieuse pour connaître la solution de la question posée. C'est donc de cet examen des taux d'intérêt qu'on pourra déduire si le crédit agricole tel qu'il est organisé peut suffire à lui seul à tous les besoins et s'il peut résoudre ce vaste problème du crédit. L'examen de l'importance des prêts consentis ne pourra que confirmer et renforcer la conclusion quelle qu'elle soit.

Examinons, pour commencer, la situation en Bulgarie. Dans ce pays, c'est la Banque agricole de Bulgarie qui est la cheville ouvrière de tout le crédit agricole. Elle fut créée en 1903 ; à cette époque, elle sauva les agriculteurs de la ruine en transformant leurs dettes en emprunts hypothécaires. Aujourd'hui, elle consent des avances au taux de 10 % contre des billets à ordre (crédit à court terme). C'est à ce taux qu'elle accorde des prêts sur gages, sur warrants, sur améliorations (crédit à moyen terme). Elle prête à 10,5 % sur titres et à 12 % sur hypothèques (crédit à long terme). Au cours de l'année 1930, la Banque agricole de Bulgarie a effectué les opérations suivantes :

Prêts sur garantie personnelle...	807 millions de leva
Prêts sur gages.....	1.435 millions de leva
Prêts sur hypothèques.....	380 millions de leva
Prêts sur titres.....	125 millions de leva
Avances aux coopératives agricoles	1.391 millions de leva

Les propriétés agricoles bulgares étant de petite surface et exploitées par le propriétaire avec un cheptel restreint, la coopération agricole a trouvé dans ces conditions un terrain propice. C'est bien souvent pour le petit propriétaire, le seul moyen de se procurer de l'argent sans passer par les usuriers.

En Bulgarie, les coopératives sont du type Raiffersen ;

elles prêtent aux paysans au taux courant de 10 %, mais on en rencontre quelques-unes, très rares heureusement, qui prêtent à 12 ou 13 %. Leurs opérations se font sur hypothèques, sur warrants et par crédit personnel à découvert. Il est assez difficile de connaître l'importance des prêts consentis par les Banques privées et les particuliers. Les crédits de celles-là sont classés non par la profession du débiteur, mais indifféremment aux artisans, aux commerçants, aux agriculteurs, aux industriels. Quant aux particuliers, c'est, la plupart du temps à une véritable usure qu'ils se livrent, malgré les efforts faits pour mettre fin à l'exploitation des masses paysannes par les usuriers. Ils prêtent couramment à 20 %, mais il n'est malheureusement pas rare que ce taux soit dépassé et de beaucoup. On estime qu'envers les Banques privées et envers les particuliers, les agriculteurs sont débiteurs d'environ 1 milliard et demi de leva, pour une grande part en crédit à court terme. En résumé, au 1^{er} janvier 1931, on estimait que les 754.000 exploitations rurales étaient redevables des crédits suivants:

Envers la Banque agricole.....	2.613.781.599	leva
Par les Coopératives envers la Banque agricole	1.136.581.577	leva
Par les Coopératives, de leurs propres moyens	494.986.241	leva
Envers les particuliers et les Banques privées	1.500.000.000	leva
Soit au total.....	5.745.349.327	leva

c'est-à-dire à une moyenne de 7.619 leva par propriété rurale et à 1.511 leva par hectare de terre cultivée.

Quand on envisage la situation en Yougoslavie, on est amené à diviser le pays en trois régions où les conditions de crédit sont notoirement différentes. En premier lieu, en Slovenie, où le crédit est très développé, où les capitaux sont presque en quantité suffisante, où les coopératives sont très nombreuses, on constate que celles-ci sont les grands organismes distributeurs de crédit. Ce sont les régulateurs du taux de l'intérêt qui varie entre 6 et 9 %. Dans une seconde partie du pays, en Croatie, en Slavonie, dans la Voïvodine où les coopératives sont moins nombreuses, ce sont les banques qui fixent le taux de l'intérêt quand elles sont seules en face des agriculteurs. Ce taux est de 9 à 12 % pour les grandes banques, mais il est de 14 % pour les banques secondaires en ce qui concerne les crédits à court et à moyen terme. Il est de 8 à 11 % pour le crédit à long terme.

Dans ces régions, les coopératives ont quelquefois recours aux grandes Banques pour faire face aux demandes de prêts de la part des agriculteurs. Enfin, dans le reste du royaume, régions qui se trouvent dans un état économique et financier assez arriéré, plus particulièrement en Serbie méridionale et au Montenegro, l'organisation du marché financier est très nettement insuffisante. Les coopératives, où elles existent, sont un correctif au taux de l'intérêt qui est de 9 à 12 %, en Serbie septentrionale par exemple. Mais il n'y en a pas partout et ce sont alors les banques locales qui dominent le marché de l'argent où le taux est de 14 à 20 %. Dans les régions où il y a des livres fonciers, on accorde du crédit à long terme de 9 à 12 %, mais dans les autres, en Serbie et au Montenegro, les prêteurs à long terme sont des institutions publiques et particulièrement la Banque agricole privilégiée, qui fut créée en 1929. Enfin, les prê-

teurs particuliers se rencontrent où il n'y a ni coopérative, ni banque, leur champ d'action est surtout limité au crédit à la consommation à court terme. Le taux de ces prêts atteint souvent, avec toutes les dépenses accessoires, le taux stupéfiant de 50 %.

On ne possède aucun renseignement très précis sur la valeur globale des crédits qui ont été consentis. Le Gouvernement yougo-slave a procédé à une enquête en 1928, elle a abouti à faire estimer l'endettement des paysans à ce moment à une somme variant entre 2 milliards et demi et 3 milliards de dinars. Mais les trois années de misère qui viennent de s'écouler ont certainement porté ce chiffre à 4 milliards de dinars.

Au 1^{er} janvier 1931, la Banque agricole privilégiée avait consenti 788 millions de dinars de prêts, dont 335 de prêts accordés aux coopératives et 453 millions pour prêts hypothécaires. Au cours de 1930, cette Banque a obtenu pour 600 millions de dinars de crédit de la part des grandes institutions bancaires yougo-slaves, telles que la Banque Nationale, la Caisse d'Epargne postale, le Crédit hypothécaire de l'Etat... à des conditions favorables pour augmenter ses ressources et distribuer plus de crédit.

De leur côté, les coopératives sont puissantes. Au 1^{er} janvier 1931, leurs ressources s'élevaient à plus de 1 milliard et demi de dinars, elles se répartissaient ainsi :

Moyens propres...	42.000.000 de dinars ent. versés
Fonds de réserve...	46.000.000 de dinars
Fonds d'épargne..	1.500.000.000 de dinars

Total 1.588.000.000 de dinars

Le Ministère de l'Agriculture du gouvernement royal de Belgrade évaluait, en 1928, à 12 millions d'hectares la

superficie des terres cultivées à ce moment. Les dettes agricoles yougo-slaves s'élèvent donc de 300 à 325 dinars par hectare de terre cultivée, ce qui équivaut, au fond, à 10 % de la valeur du sol. Pour la Yougo-Slavie, le vrai problème en matière de crédit agricole paraît être le paiement des dettes contractées à des taux ruineux, c'est-à-dire les conditions de paiement de ces dettes et le moyen de les liquider.

En Hongrie, les créanciers se recrutent en majeure partie parmi les établissements de crédit au nombre desquels il faut nécessairement compter les coopératives agricoles. Plus de la moitié des placements, exactement 57,2 % des institutions bancaires du pays sont investis dans l'agriculture. Les prêts consentis par les particuliers sont peu importants dans ce pays. Ils se rencontrent surtout sous forme de crédit en marchandises et encore leur place est tout à fait secondaire. Le taux de l'intérêt est plus bas que dans les deux Etats précédents, il est de 7 à 12 % pour le crédit à court terme, de 7 à 8 % pour le crédit à moyen terme et de 7 à 7,5 % pour le crédit à long terme. Le gouvernement de Buda-Pest estimait, au 1^{er} janvier 1931, la dette totale des agriculteurs hongrois, au chiffre considérable de 1.400 millions de pengö, dont 322 millions en emprunts d'amortissement à long terme, 600 millions de prêts sur lettres de change et le reste en emprunts non amortissables consentis aux propriétaires fonciers pour une durée plus ou moins longue. En Hongrie, c'est de la somme aussi énorme qu'incroyable de 150 à 170 pengö de dettes qu'est grevé un hectare de terre cultivée.

En Roumanie, le Crédit Foncier rural et les caisses de crédit départemental d'une part, les banques populaires et leurs fédérations d'autre part, sont les principaux distributeurs de crédit agricole. Ils accordent leurs prêts au taux

de 5 % pour le crédit à long terme, 7 % pour le crédit à moyen terme et 12,5 % pour le crédit à court terme. Ce dernier est généralement gagé sur les récoltes. Les Banques privées prêtent aussi aux paysans, elles le font à un taux de 12 à 15 % et perçoivent en outre une commission trimestrielle de 1 à 3 %. Enfin l'intérêt annuel exigé par les particuliers est de 12 à 22 % ; cependant des cas d'intérêt usuraire dépassant 30 % sont assez fréquents en Roumanie. On ne possède de données précises sur les sommes qui grèvent l'agriculture dans ce pays, que pour une partie d'entre elles, à savoir celles qui ont été contractées auprès des Instituts d'Etat. Pour les Banques privées et pour les particuliers, on en est réduit aux hypothèses. Pour les dernières pourtant, celles contractées envers les particuliers, on estime qu'elles sont énormes, puisqu'elles représentent environ 25 à 30 % de la dette globale.

Au 1^{er} janvier 1931, la Banque Nationale de Roumanie avait avancé par l'intermédiaire :

Du Crédit Foncier rural.....	502.050.194 lei
Des Caisses de crédit départemental du	
Crédit Foncier rural.....	428.519.000 lei
Des Caisses d'emprunts sur gages....	261.472.201 lei

Soit au total la somme de..... 1.192.041.395 lei

De son côté, le Crédit Foncier rural avait avancé de ses propres moyens :

Dettes en obligations.....	1.368.777.700 lei
Dettes en numéraire (capital et intérêts)	1.119.826.944 lei

Soit au total la somme de..... 2.488.604.644 lei

D'autre part, les caisses de crédit départemental du Crédit Foncier rural avaient avancé de leurs moyens propres la somme de..... 150.685.500 lei
et la Banque Coopérative en tant qu'Institut de financement des Banques populaires et de leurs fédérations a avancé, du 1-4-1930 au 30-11-1930 la somme de 402.227.604 lei.

Enfin pour avoir une idée exacte des sommes prêtées par les Instituts d'Etat, il faut ajouter :

le solde débiteur de l'ancienne Centrale des Banques populaires 2.761.273.057 lei
le solde débiteur de l'Ancienne Centrale des Coopératives..... 785.622.105 lei
le solde débiteur de l'Ancienne Centrale des Assurances rurales..... 50.608.155 lei
ce qui fait un total global de..... 7.830.000.000 lei
pour cette catégorie de prêteurs.

Pour avoir une idée générale de l'ordre de grandeur des sommes qui avaient été mises à la disposition de l'agriculture roumaine, on a effectué des enquêtes basées sur la méthode représentative. Leur résultat peut parfaitement donner un chiffre voisin du chiffre réel. Ce genre d'enquête a été entrepris par l'initiative particulière dans le district de Goy et de Tutova, et par l'institut de recherches agronomiques dans l'ensemble du pays. Les résultats n'ont eu qu'une valeur indicative et n'avaient pas une force probante absolue. D'autre part on évalue au Ministère de l'Agriculture de Bucarest la dette globale de l'agriculture à 40 milliards de lei au maximum et pouvant se décomposer approximativement ainsi :

envers les Instituts d'Etat..... 7.830.000.000 de lei
envers les Banques privées, env.. 20.000.000.000 de lei
envers les particuliers, de 8 à 10.000.000.000 de lei

Comme la surface cultivable du pays représente environ 12 millions d'hectares, c'est une somme de 3.500 à 4.000 lei qui a déjà été investie dans un hectare de terre roumaine.

Lorsqu'on étudie le taux en usage dans la République polonaise, on constate que le taux maximum du profit sur les propriétés, admis par la loi, pour l'escompte des effets, pour les prêts à terme fixe, pour les comptes débiteurs, pour le crédit à découvert, et enfin pour les prêts sur gages s'élève à 11 %. La Banque de Pologne, la Banque agraire d'Etat sont les principales sources du crédit agricole. Elles l'accordent soit aux caisses centrales, soit aux caisses locales des coopératives, soit enfin aux agriculteurs. A court terme, la Banque de Pologne escompte les effets à 7,5 % et accorde des prêts sur nantissement à 8,5 %. La banque agraire d'Etat, toujours pour le crédit à court terme, escompte à 8 % les effets des caisses centrales des coopératives, à 8,5 % ceux des caisses locales et à 10,5 % ceux des agriculteurs. Elle prête à découvert à 8,5 % aux caisses centrales et à 9 % aux caisses locales des coopératives et à 10,5 % aux agriculteurs. De leur côté, les Banques privées accordent, elles aussi, du crédit à l'agriculture ; elles escomptent les effets à 10,75 %, prêtent à découvert à 10,93 % et à terme fixe à 10,03 %. Bien que le maximum légal du taux de l'intérêt soit de 11 %, celui qui est perçu par les particuliers pour leurs prêts est excessif. Il varie considérablement selon les régions et les conditions locales. Dans certains endroits, particulièrement dans l'Est polonais, il revêt un caractère nettement usuraire. Pour le crédit à long terme, le taux des obligations et des lettres de gage émises par la Banque agraire et la Banque de l'Economie Nationale varie entre 8 et 9 %, y compris le supplément pour frais d'administration qui est de 1 % pour la première banque et de 0,5 %

pour la seconde. Le cours de ces obligations oscille entre 80 et 94 zlotys.

En Pologne, le réseau des Sociétés coopératives de crédit agricole et des caisses régionales sert aussi et surtout à répartir les crédits des Banques d'Etat. Au 1^{er} janvier 1931, la dette à court terme des agriculteurs polonais se répartissait ainsi :

Crédits accordés par :

la Banque agraire d'Etat.....	321.000.000	zlotys
la Banque de Pologne	270.000.000	»
les Coopératives agricoles de crédit..	240.100.000	»
les Caisses régionales d'Epargne....	31.000.000	»
les Banques privées par actions de leurs fonds et de leurs placements..	74.500.000	»

Soit au total 936.600.000 zlotys

A long terme, les capitaux qui avaient été mis à la disposition de l'agriculture s'élevaient à la même date à :

en lettres de gage et en obligations des Sociétés de crédit foncier et et des Banques hypothécaires....	555.300.000	zlotys
en lettres de gage et en obligations des Banques de l'Etat	360.200.000	zlotys
en crédit à long terme en numéraire des fonds de l'Etat dont les Ban- ques ont la gestion	384.200.000	zlotys

Soit au total 1.299.700.000 zlotys

La dette totale des agriculteurs polonais s'élevait par conséquent, au 1^{er} janvier 1931, à la somme fantastique de 2.236,3 millions de zlotys, uniquement envers les institu-

tions de l'Etat ou contrôlées par lui. Les crédits accordés par les particuliers, soit en numéraire, soit en marchandises par les fournisseurs d'engrais chimiques ou de machines agricoles ne pouvaient pas être compris puisqu'ils n'étaient pas connus. Sans aucun doute, leur chiffre est relativement fort élevé, mais on n'a aucune donnée sur lui. En Pologne, un hectare de terre cultivée est donc grevé d'une dette minima de 91,2 zlotys et sur cette somme il y a 53 zlotys de dette à long terme.

En Lettonie, les institutions d'Etat : la Banque agraire, la Banque de Lettonie (Latvijas Banka), les caisses coopératives de crédit agricole organisées selon le système Schulze-Delisch et les maisons de commerce particulières consentent des prêts à l'agriculture. La Banque agraire d'Etat prête à l'agriculture. La Banque agraire d'Etat prête à moyen et à court terme, au taux de 4 à 6 %, auquel s'ajoutent des frais d'administration de 0.5 %. Mais, vu la situation difficile des paysans à la suite de la baisse des prix de 1928, on a réduit ce taux de 2 à 4 % seulement. D'autre part, des taux encore moindres ont été consentis aux agriculteurs dont les fermes ont été dévastées au cours de la guerre. Ceux-ci sont assez nombreux, puisque 25 % des bâtiments ruraux ont été plus ou moins détruits. Cette banque prête aussi à long terme, de 0,6 à 5 % selon la situation des emprunteurs. De son côté, la Banque de Lettonie prête de 5,5 à 8 % à long terme. Au 1^{er} janvier 1931, c'est dans la mesure suivante que l'on avait fait appel au crédit agricole :

Banque agraire de l'Etat à long terme..	159.000.000 lats
— — — moyen terme	32.000.000 lats
— — — court terme.	1.700.000 lats
Banque de Lettonie (environ).....	30.000.000 lats

Etablissements ruraux de crédit.....	12.000.000 lats
Maisons de commerce particulières....	20.000.000 lats

A cette époque, la Lettonie avait donc investi 254,7 millions de lats dans l'agriculture et un hectare de terre cultivée lettonne avait absorbé de 40 à 50 lats.

Le gouvernement esthonien a, lui aussi, fait un grand effort pour venir en aide à ses paysans ; c'est grâce à des fonds gouvernementaux que des crédits à long terme et à bon marché ont pu être investis dans l'agriculture.

La Banque agraire et la Banque coopérative prêtent de 2 à 13 % à court et à moyen terme, et de 2 à 6 % à long terme. Ce taux est porté à 9 % quand il s'agit de crédits à long terme aux industriels agricoles. En Esthonie, le maximum légal du taux de l'intérêt est fixé à 13 %, aussi le crédit privé s'accorde en général à 12 %. Pour les dettes de succession, il est de 6 à 8 %. On n'a aucune donnée précise quant à la valeur des crédits consentis, sauf en ce qui concerne ceux de l'Etat, qui représentent, estime-t-on, 60 % environ de l'ensemble. Pour les autres crédits, on a recours à une évaluation approximative.

Au 1^{er} janvier 1929, ces crédits accordés par l'Etat s'élevaient à 33.220.000 couronnes. Le 1^{er} janvier 1931, qui nous a servi de base jusqu'ici, ils s'élevaient à 50.932.000 couronnes, ce qui traduit une augmentation de 32 % dans le court espace de deux années. Il est vrai que ces deux années ne laisseront pas un souvenir excellent dans le cœur de l'ensemble des agriculteurs européens. Comme on évalue à 34.000.000 de couronnes le crédit fourni, à cette date du 1^{er} janvier 1931, par les banques privées et par les particuliers, on constate que la dette globale des agriculteurs esthoniens était d'environ 85.000.000 de couronnes. Sur les crédits alloués par l'Etat, les seuls réellement connus,

9 % représentaient des crédits à court terme, 5 % des crédits à moyen terme et 86 % des crédits à long terme. Le Ministère de l'Agriculture estimait que les sommes investies dans cette branche de l'activité humaine représentaient 11,8 % de la valeur des fermes grevées de dettes. En Esthonie, comme ailleurs, le problème des crédits à long terme et à taux d'intérêt réduit revêt une grande importance. L'hectare de terre cultivée a absorbé environ 30 couronnes de crédit agricole.

L'étude du crédit agricole dans l'Est de l'Europe conduit à deux constatations, la seconde renforçant la première. On constate d'abord que les prêts sont accordés à des taux anormaux parce que de beaucoup supérieurs à ceux pratiqués couramment, et on en arrive à se demander si la capacité de crédit de ces pays n'est pas épuisée.

On constate ensuite que des sommes considérables ont été mises, soit par les Gouvernements, soit par l'épargne nationale, à la disposition de l'agriculture, qui les a englouties et en réclame encore d'autres. Or, n'est-ce pas parce que le crédit agricole a absorbé des sommes énormes que la capacité de crédit national est épuisée ? N'est-ce pas parce qu'il en est ainsi que les taux sont si élevés ? La demande de crédit est de beaucoup supérieure à l'offre, mais cette offre ne tend-elle pas à s'épuiser du fait même de la crise agricole qui amenuise les revenus du pays ? S'il en est ainsi, n'est-il pas vain de s'obstiner à vouloir que le crédit national fasse seul front à la situation ? N'est-il même pas dangereux de se refuser à le voir débordé par les événements et de vouloir encore attendre quelque chose de lui ?

CHAPITRE III

Son insuffisance

Il est à peu près évident que c'est une réponse affirmative que l'on doit donner à ces questions. Il est, en effet établi que des sommes considérables, nous allions dire astronomiques, ont été prêtées aux agriculteurs et que, d'un autre côté, les taux pratiqués ne sont pas des taux courants. S'il en est ainsi, c'est donc parce que les capitaux nécessaires sont en quantité insuffisante. Or, comment pourrait-il en être autrement dans un pays où l'on peut constater une énorme baisse des prix ? Constamment, le revenu du paysan s'est amenuisé, la plupart du temps, il se traduisait en fin de compte par une perte. Comment veut-on que dans ces conditions le paysan puisse s'acquitter de ses dettes et comment veut-on qu'il ne recoure pas à de nouveaux emprunts que la pénurie de capitaux rend nécessairement usu-
raires ?

L'économie entière de ces pays est atteinte et chancelante parce que ce sont des pays essentiellement agricoles. Les agriculteurs représentent 65 % de la population en Lettonie, en Esthonie et en Pologne, 58 % en Hongrie, 76 % en Lithuanie et en Yougo-Slavie, 78 % en Roumanie, 79 % en Bulgarie, 80 % en Turquie. D'autre part, les exportations des produits agricoles entrent pour 80 % dans les exportations totales en Esthonie et en Lettonie, 80 à 85 % en Bul-

garie et en Lithuanie, ainsi qu'en Yougo-Slavie, de 50 à 60 % en Pologne, 60 à 65 % en Roumanie, 65 à 70 % en Hongrie.

Ces chiffres ne sont donnés que pour bien faire ressortir combien ces pays devaient être sensibles à la crise agraire, puisque ce sont avant tout des pays agricoles. Il est évident, maintenant, que la baisse des prix des denrées agricoles devait y être particulièrement désastreuse et porter un énorme préjudice à l'économie de ces pays. Cette baisse a été catastrophique. En Hongrie, en 1931, elle se traduisait par rapport aux prix de 1925 par une baisse de :

45 % pour le froment.

67 % pour le seigle.

49 % pour l'orge.

60 % pour l'avoine.

40 % pour le maïs.

50 % pour le bétail et la laine.

M. Potchitch, un économiste yougoslave très connu dans son pays et aussi à l'étranger, a étudié le prix des différents articles que l'agriculture vendait et achetait avant et après la guerre, c'est-à-dire en 1913 et en décembre 1930, c'est-à-dire en pleine crise pour cette dernière date, dans différentes régions de sa patrie. Il est arrivé à constater que les prix des principaux articles de la production agricole, exprimés en or, étaient à la fin de l'année 1930, à la parité d'avant guerre. La baisse, qu'ont subie ces articles depuis cette date, a détruit la parité, de sorte que les prix actuels des produits agricoles sont inférieurs à leur niveau d'avant guerre. Mais il n'en était pas de même pour les produits manufacturés que le paysan est obligé d'acheter pour vivre. Leur prix, exprimé en or, était beaucoup plus élevé en juin 1930 qu'avant la guerre. Quelques indications sur cette

hausse, parallèlement placée à la baisse précédemment indiquée, préciseront mieux la situation des paysans.

L'augmentation était de :

172 % pour les fers à cheval, par 100 pièces.

128 % pour le sulfate de cuivre.

186 % pour le café.

134 % pour les charrues.

162 % pour les voitures.

193 % pour les faux.

331 % pour les vêtements de travail.

293 % pour les draps de laine.

264 % pour les bas de laine.

288 % pour les chapeaux.

327 % pour les chaussures, etc...

Ces écarts énormes entre les prix de vente des produits agricoles et les prix des produits manufacturés, c'est-à-dire entre ce que produisent et ce que consomment les paysans rendent la rentabilité de l'agriculture à peu près nulle. Au 1^{er} janvier 1931, le paysan bulgare éprouvait par hectare une perte de 76 francs suisses pour le blé, de 74 francs suisses pour le maïs et de 90 francs suisses pour l'orge. L'économiste yougo-slave précité a fait une étude approfondie de la rentabilité de quelques produits agricoles en 1930, dans un assez grand nombre de fermes types. Il a indiscutablement établi l'insignifiance de la rentabilité agricole en faisant ressortir que les frais moyens de production aussi bien par hectare que par quintal de blé, de maïs ou par hectolitre de vin ont été plus élevés, et de beaucoup, que le montant brut des prix obtenus. Ces pertes se sont élevées, d'après M. Potchitch, de 1 à 132 dinars par quintal de blé, de 3 à 351 dinars par quintal de maïs et de 59 à 162 dinars par hectolitre de vin pour la vigne. Dans au-

cune ferme, dans aucun cas, cet économiste n'a constaté de bénéfice. Ces faits se constatent partout dans les autres pays. Certes, les revenus des agriculteurs paraissent varier quand il s'agit de la grande ou de la petite propriété ; mais, en réalité, toutes deux sont dans la même situation : si la petite propriété ne supporte pas certaines charges, qui grèvent l'exploitation capitale de la grande propriété, c'est sur elle que pèsent les intérêts à taux usuraire. Au début de 1932, il n'est pas une exploitation roumaine, grande ou petite, qui réalise un bénéfice. Le Ministère de l'Agriculture de Bucarest estime qu'au cours de l'année 1931, les frais de production ont été, par hectare :

- de 4.840 lei environ pour le blé,
- de 4.620 lei environ pour l'orge,
- de 3.800 lei environ pour le maïs.

De son côté, au cours de cette année 1931, le producteur roumain a reçu au maximum :

- 3.000 lei par tonne de blé.
- 1.500 lei par tonne d'orge.
- 1.800 lei par tonne de maïs.

Si l'on considère que la production d'un hectare de terreensemencée est de 12 quintaux en moyenne, le revenu brut d'un hectare est d'environ :

- 3.600 lei pour le blé.
- 1.440 lei pour l'orge.
- 2.160 lei pour le maïs.

Ce qui se solde par une perte moyenne de :

- 1.240 lei par hectare de blé.
- 3.180 lei par hectare d'orge.
- 2.000 lei par hectare de maïs.

Même quand il bénéficie de la réduction des frais d'exploitation, le petit producteur perd au moins la moitié de la valeur indiquée par ces chiffres.

Cette diminution dans les revenus agricoles a eu deux conséquences. D'abord elle a appauvri cette classe de producteurs et les a mis dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs dettes. Elle a, ensuite, engendré une diminution du pouvoir d'achat qui se manifeste par une diminution des importations de toutes sortes et une restriction de la consommation. Celle des engrais et des produits utilisés contre les maladies des plantes a été particulièrement importante au cours de 1930, en Yougo-Slavie, où cette consommation, cette année-là, a diminué de 50 % par rapport à 1929. Les paysans sont partout contraints de se priver, non seulement de ce qui était indispensable à leur développement social et à abaisser leur niveau de vie déjà très bas, mais aussi à contracter de nouvelles dettes pour faire face à leurs obligations publiques ou privées. Il y a des régions yougo-slaves, le fait nous a été affirmé au cours d'un séjour personnel dans ce pays, au cours de 1931, où le paysan a dû emprunter aux taux connus, les fonds qui lui étaient nécessaires pour payer ses impôts. Au cours de ce séjour, il nous a été donné l'occasion de voir des paysans incendier leurs récoltes parce que le produit de leur vente n'aurait pas couvert les frais de la moisson.

Que conclure de tous ces faits, sinon que la capacité de crédit national est épuisée ? Il y a là une situation des plus dangereuses, qui ne peut se prolonger sans péril. Pour la faire cesser, le crédit national est impuissant, il est débordé par les événements et il ressemble singulièrement à un petit ru qui devrait irriguer toute une plaine. Ce n'est pas quand l'endettement global de l'agriculture d'un peuple s'élève à :

23 millions de dollars en Esthonie,

41 millions de dollars en Bulgarie,

43 millions de dollars en Lettonie,
67 millions de dollars en Yougo-Slavie,
240 millions de dollars en Roumanie,
245 millions de dollars en Hongrie,
251 millions de dollars en Pologne,

que l'on peut espérer trouver les capitaux encore nécessaires. Ce n'est pas quand un hectare de terre cultivée est grevé de dettes d'une valeur de :

10,97 dollars en Bulgarie,
5,4 dollars en Yougo-Slavie,
8,12 dollars en Esthonie,
10,24 dollars en Pologne,
14,2 dollars en Roumanie,
14,71 dollars en Lettonie,
33,74 dollars en Hongrie,

que l'on peut satisfaire à tous les besoins de crédit agricole sans faire appel à l'étranger. Ce n'est pas enfin dans des pays où toujours la moitié de la population, quand ce n'est pas les trois quarts et même dans certains cas les quatre cinquièmes, sont ruinés et écrasés de dettes, que l'on peut trouver dans le cadre national un remède à cet aria général et profond.

C'est, au contraire, dans une action, dans une entr'aide internationale, basée sur la compréhension des intérêts vitaux de chaque peuple et surtout sur la solidarité des pays et des peuples. Seule une telle action peut annihiler cette misère dangereuse, génératrice d'un esprit de révolte désespéré et de désordres où se débat depuis trop d'années toute une partie de l'Europe. La France, en particulier, ne peut se désintéresser d'un tel problème ; elle l'a fort bien compris lorsqu'en février 1932 elle lançait l'idée de la constitution d'un bloc danubien après avoir proposé, deux années auparavant, l'Union Européenne.

Elle ne peut oublier que l'état lamentable où sont les pays agricoles européens peut susciter d'un moment à un autre, dans un élan de désespoir de ceux qui en sont les victimes, un bouleversement économique assez grave qui, à son tour, pourrait provoquer un chaos politique aux conséquences incalculables. Les commerçants et les contribuables français en feraient, sans nul doute, les frais. Cette question du crédit agricole est donc à la base de tout le problème, on ne peut rien construire de solide et de durable mais aussi d'efficace si elle n'est pas résolue. C'est d'ailleurs ce qu'écrivait M. H. de Korab, dans un grand quotidien parisien du 16 mars 1932, lorsqu'il s'exprimait en ces termes : « Au surplus, même si la seule puissance vraiment désintéressée (il s'agit du problème danubien) dans l'affaire, j'ai nommé la France, réussissait à réaliser un système préférentiel douanier permettant aux pays précités de liquider leur production, il subsisterait un obstacle substantiel à la mise en marche de ce plan : les crédits ». Et plus loin : « Le vrai remède pour ces pays se trouvant en marge de la répartition des capitaux consiste dans une offre d'argent à bon marché. »

Mais qui peut leur faire cette offre si ce n'est une organisation de crédit agricole international plus que jamais nécessaire, puisque le crédit national est débordé et impuissant ?

TROISIÈME PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER

Les tentatives en vue d'aboutir

Le choix qu'il fallait faire en présence de ces deux formules : crédit agricole national et crédit agricole international, choix qui fut posé au terme de la première partie de cette étude, ne peut demander à présent une longue réflexion. Puisqu'il est démontré que la première solution est impossible, cette impossibilité nous met, qu'on le veuille ou non, dans l'obligation d'adopter la seconde. Puisqu'il y a un besoin urgent et considérable de crédit dans l'Europe centrale et orientale, puisque ces pays ne peuvent trouver les capitaux qui leur sont indispensables dans le domaine national, c'est sur le plan international qu'ils doivent trouver cette aide, ce secours, dont ils ont tant besoin. Au nom de quel principe peut-on les leur refuser ? N'y a-t-il pas là l'occasion d'un geste de solidarité de la part de pays sains envers des pays malades ? Cette crise qui nécessite un re-

cours au crédit ne connaît pas de frontières, elle plonge dans la misère et le désespoir huit nations européennes, dans chacune d'elles on retrouve les mêmes causes produisant les mêmes effets dont seule l'intensité varie selon la situation particulière à chaque peuple. Les habitants d'un même continent sont tous solidaires aujourd'hui. Ce sont tous les mêmes hommes qui naissent, qui vivent, qui pensent, qui souffrent et qui meurent, bien qu'ils ne parlent pas la même langue et habitent des contrées différentes. L'interdépendance économique qui lie leurs patries respectives ne peut plus être niée actuellement. Le crédit agricole international est nécessaire, aujourd'hui plus qu'hier, pour éviter un chaos que ceux qui le refuseraient seraient les premiers à déplorer demain.

Les victimes de cette situation désastreuse n'ont pas attendu d'être plongées dans l'actuelle situation où elles se débattent pour faire appel à une aide internationale. Elles l'ont réclamée à Genève, en mai 1927, après avoir fait ressortir leur état économique. Mais, bien auparavant, lorsqu'en février 1919, M. Dannie Heinemann publia le plan d'une International Clearing House dont il proposait la réalisation et dont l'un des principaux buts devait être de financer de grands travaux d'intérêt général pour la mise en valeur de régions neuves ou insuffisamment exploitées, il semble qu'il voyait la possibilité de mettre à la disposition de l'agriculture de certains pays des capitaux qui lui faisaient défaut. Assurément, ce n'était point là le but principal de sa proposition, mais c'était une conséquence qui en découlait logiquement. On sait le sort qui fut fait à cette suggestion.

Mais c'est au mois de mai 1927, que la question fut nettement posée, au cours d'une des séances de la Conférence

économique, qui avait créé une commission de l'agriculture qui nomma elle-même une sous-commission des crédits agricoles. Le représentant du Gouvernement de Varsovie, M. Lubinski, développa une proposition dont les termes tendaient à l'institution du crédit agricole international. Sa suggestion était appuyée par des considérants nombreux et utiles qui peignaient parfaitement les nécessités d'alors. Puis le délégué polonais propose « que la Conférence ex-
« prime la conviction qu'une convenable organisation du
« crédit agricole doit venir occuper la première place tant
« dans la politique économique de chaque nation que dans
« la collaboration économique internationale ». Il demande que la Conférence reconnaisse que les pays agricoles ont besoin de capitaux prêtés à long terme et remboursables progressivement en produisant un faible intérêt. Enfin, sa proposition invite le comité financier à s'entendre avec l'Institut International d'agriculture de Rome qui s'est déjà préoccupé de la question, pour jeter les bases de cette collaboration internationale qui apporterait à chaque agriculture nationale, à long terme et à bon marché, les capitaux qui lui font défaut. Ces capitaux, selon M. Lubinski, seraient constitués par l'émission d'obligations fondées sur des hypothèques et convenablement garanties par les Gouvernements. Cette proposition était excellente et elle fut appuyée par de nombreux délégués.

M. Chetcherov (Yougo-Slavie) réclama ce crédit pour pallier au coût élevé de la production agricole et pour relever le standard of living trop bas des paysans yougo-slaves. Le représentant de la Turquie, Rechid Safvet Bey, appela de tous ses vœux l'établissement d'une banque de crédit international. M. Baïnof (Bulgarie) montra que cette institution avait un caractère vital pour l'agriculture bulgare.

Le professeur Higt (Nouvelle-Zélande) reconnut que le développement du crédit était pour une grande part dans la prospérité de la classe agricole de son pays. Le professeur Tassinari déclara que le gouvernement italien appuyait cette proposition. Le délégué du Chili fit de même. Mais le représentant de l'Alliance coopérative internationale, M. Poisson, insinua que les agriculteurs devaient tout d'abord utiliser leurs propres ressources en fondant des coopératives de crédit. Le représentant de l'Allemagne, appuyé par ceux des Etats-Unis d'Amérique et de l'Empire britannique rejetèrent la proposition polonaise. L'envoyé de Berlin précónisa l'intention ou le développement de ce crédit agricole national qui a été démontré impossible à réaliser. Le Docteur Kissler, qui citait l'exemple de la Rentenbank pour donner plus de poids à ses dires, oubliait tout simplement cette considération capitale que tous les pays n'avaient pas l'avantage de se trouver dans la situation de l'Allemagne.

Et cette Conférence plus remarquable par ses échecs que par ses succès, vota une résolution où elle déclare ne vouloir prendre une décision sans avoir consulté l'Institut d'agriculture de Rome. Elle demandait à la Société des Nations d'examiner de façon approfondie la documentation réunie par M. de Michelis et d'étudier, seulement ensuite, les moyens de faciliter le relèvement de l'agriculture là où elle manquait de capitaux, sous la forme que l'expérience révélera la plus convenable. Certes, elle reconnaissait une inégale répartition des capitaux entre les peuples, certes elle convenait que certains manquaient de ce qui leur était strictement nécessaire et qu'ils étaient dans l'impossibilité de se le procurer eux-mêmes. Mais elle n'en persistait pas moins à les inviter à former des coopératives de crédit pour se tirer d'embarras. Or, on se demande quel pourrait bien

être l'actif d'une telle association si chaque membre n'a aucun capital et si la Conférence n'a pas pensé que la somme de capacité de crédit nulle pouvait aboutir à un autre résultat qu'à zéro. Bref, la Conférence n'arrivait dans ce domaine qu'à une recommandation inopérante et à l'annonce d'un résultat plus ou moins lointain. En attendant, les pays agricoles de l'Est devaient se sauver eux-mêmes, s'ils ne le pouvaient pas, tant pis.

Ce résultat provoqua une vive déception dans les pays agricoles. Le vote de cette résolution ne leur laissa que peu d'espoir sur les chances prochaines d'une action vraiment internationale. Il leur fallait désormais s'unir pour présenter des revendications communes. Cette collaboration nécessaire ne pouvait être que limitée aux seuls Etats de l'Europe Centrale et Orientale dont les difficultés étaient semblables et avaient les mêmes causes. C'est alors que sous l'impulsion active de M. Bénès, la Petite Entente prit l'initiative du programme de coopération et sortit du cadre purement politique pour frayer les voies à une collaboration économique entre les trois pays alliés et à l'étendre ensuite à leurs voisins, à la Hongrie en premier lieu. Dès 1927, à la réunion de Jachinov, on envisage une action constructive qui se poursuit aux Conférences d'experts des trois pays, de 1928 et de 1929. En juin 1930, la conférence de Strbské-Pléso discute l'idée d'une entente économique régionale à la suite de l'échec en février, à Genève, d'une entente de trêve douanière. L'heure était venue des tentatives de coopération, car selon les déclarations de M. Marinkovitch, Ministre des Affaires Etrangères de Belgrade, « il est « des Etats qui ne peuvent attendre la solution de la crise « générale, mondiale ou européenne ». La continuation naturelle de cette conférence eut lieu à Bucarest. La Hon-

grie collabora avec ses anciens ennemis, car les faits, maîtrisant les passions, imposent le travail en commun, et on envisage une action unique.

Mais bien plus importante est la réunion de Sinaïa qui, quelques jours plus tard, réunit les représentants de la Roumanie et de la Yougo-Slavie. L'union des nations agraires y est l'objet des discussions, comme l'avait annoncé le Président du Conseil Roumain, M. Mironesco, huit jours auparavant, à un correspondant d'*Excelsior*. On alla même jusqu'à envisager une union yougo-romaine, comme le déclara M. Demetrovitch, dans une interview parue dans *Politika*, de Belgrade, le 8 août 1930. Entre ces trois conférences, le lien est étroit. Le but poursuivi à ces trois réunions est de constituer un groupement économique qui se serait lui-même élargi par l'accession de la Hongrie d'abord, de l'Autriche ensuite. Mais cette tentative allait se heurter à de sérieux obstacles. D'un côté la Hongrie nourrissait une certaine méfiance, pour des raisons plus politiques qu'économiques, à l'égard de ce projet. L'Autriche manifestait des répugnances, de son côté. Peu après la réunion de Sinaï, dans un article catégorique paru dans la *Neue Frei Presse*, M. Schober déclarait ouvertement que l'Autriche n'adhérerait à aucune combinaison où l'Allemagne serait exclue, mais qu'elle adhérerait à toutes celles dont elle ferait partie. Or, tout comme Buda-Pest, Berlin se méfiait d'un tel groupement et ses soupçons aboutirent à la manœuvre de mars 1931 qui constituait le projet d'union douanière austro-allemande avec des élargissements possibles vers le Sud-Est. Tel fut le premier stade vers cette union des pays agricoles européens, union qui allait s'affirmer maintenant.

Mais suffit-il, pour organiser l'Europe agricole, d'accords bilatéraux ? Dans les ententes partielles qui sont en voie de

se former, n'y aurait-il pas quelque menace latente pour la tranquillité politique de l'Europe centrale ? Les trois conférences qui viennent d'avoir lieu ont semé l'inquiétude, l'anxiété chez certains voisins. C'est alors qu'à ce moment, c'est-à-dire en août 1930, se produisit une initiative polonaise pour résoudre, sur des bases élargies, la crise agricole et plus particulièrement le recours au crédit. Ce n'était plus une entente limitée aux pays danubiens que proposait la Pologne, mais une entente comprenant tous les Etats agricoles européens, depuis l'Esthonie jusqu'à la Bulgarie ; et, pour la réaliser, elle invita les représentants de ces Etats à la Conférence de Varsovie (28-30 août). Huit Etats, englobant 100 millions d'habitants, envoyèrent des délégués. Ce sont : la Bulgarie, la Yougo-Slavie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, l'Esthonie et la Lettonie, la Pologne naturellement. La Finlande y avait un observateur, seule la Lithuanie avait refusé de répondre à l'invitation.

Selon M. Adam Rose, l'un des spécialistes polonais les plus éminents en matière de politique agricole, il y avait deux catégories de problèmes à résoudre. En premier lieu on ne devait pas se dissimuler, déclarait-il à la presse, le 19 juillet, que les causes de la crise agricole devaient être principalement cherchées dans l'organisation économique des pays de l'Est, dans le trop faible développement du crédit. Cette question retint l'attention de la Conférence d'après les déclarations de M. Madgearu, parues dans le *Messenger Polonais* du 1^{er} septembre 1930, où l'on trouve ces phrases : « En même temps nous avons discuté un autre « problème qui nous intéresse également tous, le problème « du crédit agricole. Nous remercions M. le Conseiller Financier de la Pologne, M. Dewey, pour l'intérêt spécial

« qu'il a montré pour cette question en nous présentant un « projet très intéressant et très important pour la réorganisation du crédit agricole. » M. Dewey avait, en effet, présenté à la Commission financière de la conférence une proposition tendant à introduire dans ces pays le crédit agricole à moyen terme, c'est-à-dire de 6 mois à 5 ans. A tort ou à raison, l'opinion générale lui prêtait le dessein de vouloir intéresser des capitaux américains à cette œuvre de sauvetage. Quoi qu'il en soit, l'accord se fait, des résolutions sont adoptées, des réunions périodiques sont décidées, une commission technique financière est nommée pour examiner de plus près cette question et une action commune concertée des Etats agricoles, à Genève, est décidée pour toutes les questions mettant en jeu leurs intérêts. Ce dernier point a son importance, car il aboutissait à la formation d'une coalition agraire seule capable de défendre efficacement les intérêts des Etats qui en feraient partie. Les résolutions votées à cette conférence furent accueillies avec sympathie dans les pays agricoles, sauf en Hongrie, pour des raisons politiques. Elles suscitèrent de nouvelles méfiances à Berlin et la Russie s'en émut à son tour. A la onzième assemblée de la Société des Nations, les Etats agricoles reçurent, sur la question des crédits, l'appui de M. de Michelis qui réclama notamment l'institution de crédits à long terme et à taux peu élevé. Après la séance de clôture on pouvait espérer désormais que l'agriculture recevrait enfin ces capitaux dont elle avait un besoin de plus en plus pressant à mesure que la crise et la baisse des prix s'aggravait.

Quinze jours à peine après cette assemblée, les pays qui s'étaient unis à Varsovie se retrouvaient dans la capitale roumaine pour poursuivre l'œuvre commencée. Une com-

mission fut nommée pour étudier le crédit agricole sur la base des propositions de M. Dewey à Varsovie. Dans les résolutions adoptées à l'issue des délibérations, il en est qui se rapportent directement au sujet. On y déclare que le crédit à moyen terme ne constitue qu'un des aspects du problème. Pour aboutir à un résultat pratique rapide, on demande aux organes nationaux de crédit de se livrer à son étude dans le cadre du questionnaire remis à chaque pays par les soins du gouvernement polonais, et on leur demande de s'y livrer dès que possible. On prie enfin le gouvernement de Varsovie de bien vouloir convoquer la commission d'experts agricoles à la date primitivement fixée.

Cette seconde conférence de Bucarest complète l'œuvre de celle de Varsovie. Tandis que celle-ci avait pour but de faire entrer l'idée dans son second stade d'évolution, qu'elle avait surtout permis de prendre contact et de poser des principes généraux, la Conférence de Bucarest s'est préoccupée d'entrer dans le domaine plus complexe des réalisations pratiques et des détails concrets. Le Bloc des Etats agricoles était plus fort. Il était assuré de l'appui sans conditions du Gouvernement français, selon les déclarations de M. Flandin, arrivé par pure coïncidence, à Bucarest, le jour même de l'ouverture de la conférence, déclarations parues dans *Dreptatea* du 20 octobre 1930. D'après les commentaires de la presse de l'Europe Centrale, au moment du voyage du ministre français du commerce, ce problème du crédit ne pouvait avoir de solution que grâce au concours des pays occidentaux riches en capitaux. La France, selon plusieurs d'entre eux, pouvait aider grandement dans sa réalisation.

Jusqu'alors le crédit agricole international paraissait devoir être réalisé surtout sous la forme de crédit à long

terme. C'était sous cette forme que M. de Michelis l'avait préconisé plusieurs fois à la tribune de Genève, en mai 1927 d'abord, en septembre la dernière fois. C'était sous cette forme, enfin, que le Comité financier de la Société des Nations l'étudiait avec l'Institut d'agriculture de Rome. Cependant, M. Dewey, et d'autres spécialistes, avaient pensé que dans beaucoup de cas, les besoins des agriculteurs seraient mieux satisfaits par un crédit à moyen terme de 6 mois à 5 ans. Il l'avait proposé à la Conférence de Varsovie, au mois d'août, et avait suggéré la création de crédits de roulement pour une période de 6 à 18 mois et de crédits d'investissement pour une durée de 1 à 5 ans. C'est pour étudier ce projet que les experts de pays agricoles se réunissent à Varsovie, du 10 au 13 novembre 1930. A l'issue de leurs délibérations, ils publièrent un memorandum complet sur cette forme de crédit et qui renfermait nombre de suggestions remarquables pour sa réalisation. Ce memorandum, paru dans l'*Agriculture Polonaise* de janvier 1931, débute par exposer la situation et montre qu'il est absolument impossible de parler de la solution de la crise agricole sans aborder le problème du crédit. Les experts s'attachèrent ensuite à bien caractériser les besoins de la production agricole et les diverses formes que peut emprunter le crédit en indiquant ses différences avec le crédit industriel ou commercial. Puis ils exposèrent les buts du crédit à moyen terme qui était l'objet de leur réunion, ses garanties, ses formes et le rôle des instituts d'émission dans sa réalisation. Un questionnaire très détaillé sur l'organisation nationale du crédit agricole sous ses trois formes était joint à ce memorandum et tous deux furent adressés aux gouvernements participant à la Conférence. Avec cet acte, on se trouve en présence de la première manifestation positive de

l'unité d'action internationale des Etats agricoles, unité arrêtée en principe au mois d'août à Varsovie et précisée en octobre à Bucarest. Un lien étroit et logique unit entre elles toutes ces conférences internationales. L'une est la continuation naturelle de celle qui l'a précédée. Devant l'acuité de la crise, l'idée de M. Lubinski prend corps et s'achemine de plus en plus vers le domaine des réalités.

Quelques jours après, la seconde conférence internationale en vue d'une action économique concertée se réunissait à Genève. Une première réunion dans ce but, tenue en mars, avait élaboré un protocole relatif aux négociations ultérieures, dont l'article premier contenait un questionnaire à adresser aux Etats. On se souvient que la première réunion de Bucarest eut lieu pour permettre à la Roumanie, à la Hongrie et à la Yougo-Slavie de lui donner une réponse commune. L'un des points principaux de cette dernière avait trait à la création aussi rapide que possible du crédit agricole international. La réponse polonaise insistait plus particulièrement sur ce sujet. On y lisait notamment : « La « majorité des pays agricoles ne peut réorganiser la pro- « duction et uniformiser l'offre à cause d'un manque sen- « sible de fonds de roulement... L'excédent de capital qui « se trouve en abondance dans certains pays pourrait utile- « ment être employé dans les pays agricoles, ce qui per- « mettrait à l'agriculture de ces derniers de changer les « formes de la production, à savoir de la diminuer là où il « y a surproduction, pour renforcer les domaines où la « production est insuffisante. »

Enfin la réponse de Varsovie soutenait cette idée qu'à un mal international, la crise, il fallait apporter un remède international, une entente entre les pays possédant des capitaux et ceux qui n'en avaient pas.

La réponse française, en conformité avec la position prise par M. Flandin, reconnaissait l'importance du crédit pour certains pays. Elle se prononçait en faveur du crédit à long terme et préconisait sa concession directe à « un pays sans » qu'interviennent ses pouvoirs publics, par exemple par « la création, sous forme de sociétés indépendantes, de » maisons de banque spécialisées dans le crédit foncier ou « agricole ». Selon le Gouvernement français, cette méthode apportait le grand avantage d'un contrôle rigoureux de l'utilisation de crédit sans qu'interviennent des considérations d'ordre politique.

L'acte final voté à la fin de la réunion constate l'état économique lamentable de l'Est européen, déclare que la solution est du ressort de la Société des Nations et demande au Conseil, qui a inscrit cette question du crédit à l'ordre du jour de sa réunion de janvier 1931, de l'étudier vigoureusement et avec le plus grand soin.

Ces résolutions, ces manifestations oratoires, ces gestes platoniques, sans aucun résultat concret quant au crédit international, provoquèrent un profond mécontentement dans les pays agricoles. La crise ne faisait que s'aggraver, les prix baissaient dans une proportion fantastique et d'un mouvement continu, la misère des populations atteignait un degré navrant, la situation prenait une tournure des plus inquiétantes. C'est en présence de cet état de choses que se trouve la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne à l'ouverture de sa seconde réunion du 16 janvier 1931. Dès le lendemain, le Ministre yougo-slave des Affaires Etrangères, M. Marinkovitch, traduisait avec force le mécontentement des pays agricoles, devant l'indiscutable indifférence, sinon devant l'inertie égoïste des autres Etats. Il mit l'Assemblée devant les faits et lui demanda d'en terminer avec l'ère des discussions.

« En réalité, termina-t-il, vous vous trouvez en présence
« d'une souffrance ressentie, douloureuse. Vous êtes appe-
« lés, comme médecins, au chevet d'un malade, j'espère
« que vous serez bons médecins et que vous présenterez au
« malade autre chose que des paroles de vague consolation,
« autant que possible, un remède efficace. »

Le 20 janvier, M. Titulesco, Délégué de la Roumanie, réitéra ces plaintes et constata publiquement que l'on délibérait toujours et ne décidait jamais rien. « Il faut réagir, » déclara-t-il, de manière à ce que chacun ait la conscience « que l'heure des réalisations pratiques a réellement com-
« mencé ». Puis traçant le programme de ces réalisations, il poursuivait en demandant que l'on s'attaquât immédiatement au problème du crédit international. Il reconnaissait les trois principaux écueils auxquels la solution se heurtait, d'abord la diversité des législations en matière de gages, puis la difficulté de réaliser ce gage pour le prêteur étranger, enfin et surtout l'absence d'un organisme international central. Il demanda la création d'un sous-comité qui résolve ces difficultés et la prise en considération immédiate de sa proposition.

Satisfaction lui fut donnée, un comité de rédaction fut aussitôt nommé pour rédiger un texte qui trouverait sa base dans les propositions de M. Titulesco. Ce Comité de rédaction était composé de MM. Henderson, Briand, Curtius, Grandi, Zaleski, Hymans, Mowinckel, Titulesco et Bouroff.

Le 22 janvier, la Commission votait des résolutions qui traçaient le programme qu'allait suivre l'action internationale en faveur des victimes de la crise agraire au cours des mois à venir. L'un des deux points essentiels de ces résolutions concernait l'institution du crédit agricole international financé par les Etats détenteurs de capitaux, parti-

culièrement les Etats de l'Europe Occidentale, et fonctionnant en faveur des Etats de l'Est et du Centre européens. La Commission estimait que « l'examen de cette question » a été poussé suffisamment loin pour rendre possible l'élaboration d'un plan précis ». Elle nomme un Comité de onze membres, comprenant les représentants des pays suivants : Allemagne, Grande-Bretagne, Danemark, Bulgarie, Hongrie, Italie, France, Pays-Bas, Pologne, Roumanie et Suède. Elle les charge d'entendre, s'il y a lieu, les représentants des autres pays intéressés. Elle leur demande de se tenir en liaison étroite avec le Comité financier de la Société des Nations qui a déjà rédigé un rapport sur ce problème et va continuer son étude. Elle prie ce Comité de hâter ses travaux pour que le Conseil de l'organisme de Genève puisse être saisi, lors de sa session de mai, d'un projet précis qui lui permette d'en décider la réalisation immédiate.

Il semble que maintenant l'ère des espoirs déçus, des tentatives avortées, soit close ; on a tout lieu de croire, au contraire, que l'on entre dans celle des réalisations. Ce qui n'a pu être admis en 1927, le sera en 1931. L'acuité de la crise agricole et la réalisation du bloc des Etats agraires, qui représentait 100 millions d'habitants, sont assurément deux événements qui ont eu leur influence dans ce changement d'attitude des autres Etats. La misère des agriculteurs de l'Est était telle qu'il fallait agir, la décision qu'ils attendaient depuis si longtemps, au point qu'ils n'osaient plus l'espérer, était proche. Pour eux, c'était l'essentiel.

CHAPITRE II

Les difficultés

Mais il ne suffit pas d'admettre le principe du crédit agricole international pour que ce dernier soit aussitôt une réalité. Il faut aplanir d'abord de nombreuses difficultés tant d'ordre politique que d'ordre économique, tant d'ordre financier que d'ordre juridique, pour mettre sur pied une telle institution. Les obstacles qui entravaient alors vers l'Europe Orientale le mouvement des capitaux n'étaient pas seulement ni principalement d'une nature telle que des mesures relevant de la technique financière pure puissent à elles seules les faire disparaître. M. Titulesco l'avait reconnu publiquement en toute bonne foi, le 20 janvier, à la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne. Dès leurs premiers travaux, le Comité spécial nommé par cette Commission et le Comité financier de la Société des Nations qui, lui aussi, étudiait la question, se sont parfaitement rendu compte de l'importance de ces obstacles.

Les premiers à surmonter étaient d'ordre politique. Ce mouvement de capitaux vers l'Est et le Centre européens, qui devait rendre de si grands et si incontestables services aux populations paysannes, ne pouvait naître, croître et persévérer que dans une atmosphère de confiance. Personne n'ignore aujourd'hui toute la puissance de ce mot ; per-

sonne ne méconnaît que c'est un élément de prospérité et de tranquillité financières quand elle règne et que son absence, au contraire, engendre le trouble et l'incertitude. Mais c'est un sentiment qui ne se crée pas par des discours, par des manifestations oratoires prononcées dans un but plus ou moins intéressé par leurs auteurs. Elle naît d'elle-même, quand les événements sont à même de la provoquer, elle s'établit par des mesures, des organismes qui la suscitent et permettent de la constater. Or, en janvier 1931 comme dans les mois qui précédèrent du reste, cette confiance qui a une si grande influence comme élément psychologique dans tout phénomène économique ou financier, cette confiance faisait défaut pour les pays agricoles. Il fallait, d'abord, améliorer leur situation politique, sans cette mesure, il était vain de demander à la technique financière l'obtention de capitaux à bon marché. Par des décisions appropriées, la confiance entre les nations devait renaître, or cela, c'était la tâche des milieux politiques. C'est cette idée que développa le Président Briand en janvier, à la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne, lorsqu'il s'exprimait en ces termes : « Lorsque j'ai vu que la question politique dominait, beaucoup ont cru que je négligeais les problèmes économiques, que je les considérais comme secondaires, et que je faisais passer la politique avant l'économique. Je voulais simplement dire que, si habiles, si compétents, si remarquables que soient les experts auxquels nous faisons périodiquement appel pour nous éclairer sur des problèmes graves, si sincère que soit l'admiration que nous leur témoignons, leurs recommandations n'ont pas toujours été suivies d'effets. Il est un moment où, pour aider à la réalisation de conseils techniques, il faut le secours ou plutôt le concours des Gouvernements ».

D'autre part, il semble bien que cette situation dont se plaint l'agriculture ne représente qu'un aspect de cette crise générale qui frappe toutes les demandes de crédit, quelle qu'en soit leur nature industrielle, commerciale ou agricole. Pour aboutir à une solution efficace, on ne peut isoler ce problème, et tenter de lui donner une solution séparée, il faut, au contraire, l'impliquer dans les efforts de consolidation et de reconstruction financières en cours. Il est nécessaire de souligner ces considérations pour bien se rendre compte des possibilités des seules mesures de technique financière pure. C'est ainsi que l'on peut avoir la conviction que, tant que ces conditions seront lettre morte, il sera très difficile sinon presque impossible d'attirer vers les pays agricoles le crédit qui leur fait défaut.

Mais ces difficultés ne sont pas insurmontables. Pour mieux les résoudre, il faut les reconnaître. Supposons que la solution soit trouvée, on aborde aussitôt l'importante question des garanties. La puissance d'attraction du crédit agricole international sur les capitaux étrangers varie en raison directe de la solidité de celles-ci. Il est bien évident que plus elles seront fragiles ou incertaines, moins ils seront abondants et plus le loyer en sera élevé. Quand on se place sur le terrain national, c'est-à-dire quand on se propose de trouver les capitaux dans le pays même, les sûretés sont assez nombreuses, car on peut envisager toutes les garanties d'un usage courant. Mais quand on se place sur le plan international, quand on demande à d'autres pays les capitaux qui font défaut dans un Etat, il est possible, certain même, que beaucoup seront insuffisantes.

En premier lieu, le crédit personnel n'est réalisable que dans le cadre national. Seule la première hypothèque qui implique le crédit à long terme, comporte toute la sécurité

désirable. Mais les réponses gouvernementales au questionnaire de la Conférence de Varsovie concernant le crédit agricole national indiquent que pratiquement on ne pouvait parler d'hypothèque dans certains pays. En Yougo-Slavie, par exemple, il y avait des régions, des banovines, comme le Monténégro, où le cadastre, les livres fonciers n'existaient pas. Dans d'autres banovines, ils n'existaient qu'à l'état rudimentaire. Il était alors impossible de concevoir une législation hypothécaire qui puisse inspirer confiance aux capitalistes occidentaux ou d'outre-mer.

Le Comité financier de la Société des Nations et le Comité spécial nommé par la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne, se trouvèrent donc devant deux alternatives. Ils pouvaient demander aux gouvernements des pays agricoles de refondre complètement leur statut interne concernant cette sûreté réelle, de promulguer les dispositions nécessaires pour la rendre possible, afin d'assurer une sécurité suffisante aux prêteurs étrangers. Mais une telle attitude aurait nécessairement entraîné un nouvel ajournement de la solution, tandis qu'il fallait aboutir pour le mois de mai. Ils pouvaient aussi réclamer aux gouvernements précités d'insérer dans leur législation quelques dispositions essentielles qui, sans instituer des livres fonciers et leur contrôle comme dans notre pays, assureraient néanmoins une garantie suffisante aux prêts qui leur seront faits.

Mais, même ainsi, elles pourraient paraître insuffisantes. Devant le lourd endettement des paysans et fermiers de l'Europe Centrale et Orientale, qui avaient hypothéqué depuis longtemps leurs propriétés, aucun emprunt basé sur la première hypothèque n'était possible. On était alors nécessairement amené à exiger une extension des sûretés aux instituts hypothécaires locaux ou nationaux. D'autre

part, les crédits garantis sur hypothèque signifient que seuls les grands propriétaires ou fermiers pouvant donner en gage des immeubles de valeur, seront susceptibles de recevoir des capitaux importants. Les nombreux paysans pauvres, ne possédant pas de propriétés de ce genre, ne recevront pas ou recevront de faibles crédits. Enfin, même s'ils arrivent à obtenir une certaine somme sur hypothèque, ils ne pourront plus, l'année suivante, si la crise persiste et que leurs besoins d'argent sont aussi grands ou supérieurs, se procurer de fonds, car la première hypothèque sera prise.

C'est pourquoi ce système cumulatif de garantie devait être complété par celle du gouvernement lui-même de chaque pays bénéficiaire. Evidemment, on n'arrivait pas encore à un résultat parfait, comme le constatait le Président Briand, en réponse à une critique de M. Litvinoff, mais il fallait obtenir des résultats tangibles et si on cherchait la perfection absolue on n'y arriverait jamais.

Cette question des garanties n'était, d'ailleurs, pas la seule difficulté à aplanir. Il fallait, aussi, comme l'avait proposé M. Titulesco, en janvier, créer un institut international spécial qui emprunterait sur son propre crédit dans les marchés financiers internationaux, puis prêterait aux instituts nationaux les capitaux obtenus de cette façon contre une hypothèque, seule sûreté qui permet dans les conditions actuelles d'obtenir des capitaux importants à l'étranger. Les instituts nationaux auraient la charge de répartir entre les établissements ruraux les fonds prêtés qui seraient mis à la disposition des agriculteurs par ces derniers. On ne pouvait guère concevoir un autre système. Si les instituts nationaux avaient la possibilité d'émettre des obligations dont ils se porteraient débiteurs, ils se concurrence-

raient sur ces marchés et se nuiraient réciproquement les uns les autres. En s'adressant solidairement aux détenteurs de fonds disponibles, les conditions de prêts qu'ils pourraient obtenir seraient, sans aucun doute, meilleures. Sans un organisme central, on aboutirait à une assez grande diversité de titres émis, diversité nettement préjudiciable aux opérations d'emprunt.

La création et le fonctionnement d'une telle institution soulevait une difficulté quant à son caractère. Allait-il être un institut public d'envergure internationale fondé sous les auspices de la Société des Nations ou de l'Union Européenne ? Serait-ce, au contraire, un institut privé dont la fondation serait laissée à des initiatives particulières émanant de financiers isolés, ou de groupes bancaires puissants ? A la fin de l'année 1930, deux Banques privées, la Banque Internationale de Crédit Hypothécaire d'Amsterdam et la Banque Internationale de Crédit Foncier, de Bâle, furent fondées. Mais la tâche était trop vaste, les besoins étaient trop considérables et les risques surtout s'avéraient trop grands pour qu'elles puissent répondre à tout ce que l'on attendait d'elles. Seule la première solution pouvait décider les capitalistes occidentaux ou extra-européens à passer par-dessus les risques provenant de l'instabilité politique ou de l'organisation économique insuffisante des Etats qui leur demandaient de l'argent. Il fallait donc créer une Banque Centrale Internationale qui vende ses propres titres qui présenteront ainsi, outre la solvabilité des pays agricoles emprunteurs, sa propre solvabilité d'institution internationale. Or, cette Centrale spéciale ne pouvait être créée que par la Société des Nations ou par l'Union Européenne.

Mais qui constituera son capital social, étant donné que

sa rémunération devra être très modeste ? Puisque le but de cette Société internationale de crédit doit être de prêter de l'argent à bon marché, puisqu'il s'agit de substituer des taux d'intérêt relativement bas, à des taux onéreux, bien souvent usuraires, les bénéfices seront faibles, les dividendes qui pourront être versés aux actionnaires peu importants. Dans ces conditions, ne sera-t-il pas difficile, sinon presque impossible, de trouver le capital social nécessaire si l'on s'adresse à des particuliers ? Peu de prêteurs répondront à l'appel s'ils n'y trouvent pas un placement rémunérateur. On s'expose ainsi à ne pouvoir constituer la Société ou à le faire avec un capital insuffisant. Si on demande alors aux Gouvernements de constituer le fonds social par des avances de leur Trésorerie, on s'expose à recevoir des refus ou des *non possumus* à une époque où les difficultés budgétaires sont réelles un peu partout. D'autre part, on risque que les gouvernements qui accorderont ces avances n'observent pas toujours une neutralité indispensable et veuillent donner des directives à la politique financière de ladite Société internationale. Des ingérences gouvernementales sont toujours à craindre et la politique dirigerait un établissement financier. Comment seront évaluées ces avances ? Seront-elles identiques ou proportionnelles à la puissance financière des Etats ? Mais cette proportion sera contestable et difficile à évaluer. Sur quoi la basera-t-on ?

En outre, il y a une question monétaire à régler. Il faut décider en quelle monnaie les titres : actions, seulement dans le cas où on ne recourrait pas à des contributions gouvernementales, obligations et prêts seraient libellés. Si on adoptait la monnaie nationale de chaque prêteur et de chaque emprunteur, on aboutirait à une diversité assez grande de titres, ce qui rendrait encore plus complexe un

problème qui l'était déjà suffisamment, sans cela. Si on adoptait une monnaie unique, il fallait choisir une monnaie saine, généralement employée dans les règlements internationaux. Or telle monnaie qui est saine aujourd'hui, peut très bien ne plus l'être quelques mois plus tard. Si l'on avait fait choix de la Livre sterling qui, par son passé, pouvait répondre de son avenir, on n'aurait pas été à l'abri de la dépréciation de l'unité monétaire britannique, qui eut lieu quelques mois plus tard et qu'alors nul ne prévoyait.

Ne s'exposait-on pas à des difficultés si, avec le système de la monnaie unique, cette monnaie venait à se déprécier un jour ?

En outre, il fallait prendre une décision quant au problème des échéances. Il pouvait très bien arriver que les échéances des obligations émises sur les divers marchés financiers ne coïncident pas du tout avec celles des prêts accordés aux instituts agricoles nationaux emprunteurs. Il était fort probable que les termes seraient différents. Comment y faire face ?

Enfin on se trouvait en présence de la question des taux. Comment seraient-ils fixés ? Seraient-ils variables avec chaque pays ou n'y en aurait-il qu'un seul ? Certes, une chose était certaine : c'est qu'ils devaient être aussi bas que possible tout en restant compatibles avec le crédit de chaque emprunteur. Si ce taux est uniforme, il peut être celui que l'on concédera à l'Etat dont le crédit est le plus faible, ce qui inévitablement portera préjudice aux autres Etats. En effet, ces derniers seront contraints d'emprunter à la Société internationale à un taux supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre solliciter des crédits. Si ce taux unique est celui que l'on accorde à l'Etat dont le crédit est le plus fort, les obligataires de la Société ne pourront recevoir un

intérêt correspondant au risque que court leurs épargnes. Un taux moyen lèsera à la fois les emprunteurs et les prêteurs. L'Etat qui pourrait emprunter à un intérêt plus faible n'y trouvera aucun avantage. De leur côté, les épargnants dont les fonds sont investis par la Société dans des pays dont la situation financière est délicate ou précaire, ne recevront par la rémunération qu'ils sont en droit d'attendre de placements aussi hasardeux. C'est aux taux multiples, variables, avec la situation particulière à chaque emprunteur, qu'il faut s'arrêter. Ils devront être fixés en considération du crédit de chaque Etat qui sollicite des prêts et une partie de ces taux peut très bien représenter, le cas échéant, une prime de risque plus ou moins forte selon que la situation financière de l'emprunteur est plus ou moins solide, selon que cet Etat inspire plus ou moins confiance.

Mais puisque c'était l'hypothèque qui paraissait la seule garantie susceptible d'attirer les capitaux, fallait-il pour cela refuser toute autre garantie ? Puisqu'elle impliquait le crédit à long terme, devait-on écarter le crédit à court terme, le crédit à moyen terme ? Certes, les agriculteurs européens avaient un besoin pressant de capitaux à long terme, mais sous prétexte de leur accorder ces derniers, on allait leur refuser les fonds d'entretien et les fonds de roulement nécessaires ? Allait-on ajourner *sine die* une solution dans ces deux derniers domaines, uniquement parce qu'on leur donnait satisfaction sur un point : le crédit à long terme ? Même quant à ce dernier, les obstacles auxquels on se heurtait, allaient-ils faire échouer le projet ? Les réponses à ces questions vont, à présent, faire l'objet de notre étude.

CHAPITRE III

Les décisions créatrices

Toutes ces difficultés, ces écueils étaient assurément nombreux mais ils n'étaient pas insurmontables. Pour les surmonter, il fallait, comme le contenait le rapport du Comité Financier de la Société des Nations, présenté au mois de janvier, « partir de l'hypothèse précise que l'on trouvera une solution à ces problèmes ». Deux conditions devaient, en outre, guider dans leurs travaux, les membres du Comité spécial nommé par la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne. Ils devaient présenter des propositions concrètes, pour le mois de mai, ils ne pouvaient demander un nouvel ajournement de la question, car il importait avant tout que leurs suggestions soient prêtes à la date fixée. C'était indispensable s'ils voulaient justifier l'existence, l'activité et les possibilités de l'Union Européenne encore à son adolescence. En second lieu, l'endettement énorme des populations paysannes dans le Centre et dans l'Est européens et l'incapacité absolue de ces Etats à remédier par leurs propres ressources à une situation très grave, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue social, réclamaient un remède. La pénurie des capitaux et, par suite, le taux élevé de l'intérêt, demandaient une solution rapide. Il importait avant tout de mettre sur pied un orga-

nisme qui apportât autre chose que des promesses creuses ou d'éloquentes exhortations à la patience.

La délégation nommée par le Comité Financier de la Société des Nations au mois de janvier, s'attaqua avec ardeur aux difficultés à résoudre et travailla avec célérité. On a tout lieu de supposer que son activité fut stimulée par la grande sensation causée en Europe par le projet d'Union douanière austro-allemande, proposé par Berlin à Vienne au mois de mars. Sa réalisation aurait eu une portée incalculable et atteignait indirectement mais gravement les conceptions qui étaient à la base de l'Union Européenne proposée par le Président Briand. On se souvient des méfiances hongroises envers les tentatives de la Petite-Entente pour s'unir et collaborer économiquement, un an auparavant. On se souvient de l'interview du Chancelier Schober dans la *Neue Frie Presse*, où il précisait la position de son pays devant les efforts des pays agricoles. On se souvient enfin de l'émotion que provoqua en Allemagne la Conférence de Varsovie, émotion qui se traduisait tant dans le *Berliner Tageblatt* que dans la *Vossische Zeitung* ou dans la *Deutsche Tageszeitung*, qui annonçaient que l'Allemagne allait y faire face par une activité positive. Or la manifestation de cette activité positive, qui a pour but de contrecarrer l'action des pays agricoles, nous la trouvons en mars dans ce projet d'union douanière. Le Reich avait manœuvré avec une grande habileté en faisant cette proposition avec tous les élargissements qu'elle pouvait comporter vers le Sud-Est, afin que Buda-Pest d'abord et éventuellement Bucarest puissent entrer dans ce nouveau Zollverein. Le gouvernement allemand prenait ainsi position très nette en faveur des accords régionaux, alors que l'Union Européenne tendait, au contraire, à un accord général. Cette dernière de-

vait réagir, et la meilleure réaction qu'elle pouvait apporter était d'aboutir dans le temps fixé et de procéder sans tarder à la réalisation du Crédit Agricole International. Ainsi faisant, elle apportait la preuve qu'elle n'était pas un vain mot, qu'elle pouvait remplir un rôle et que ce rôle était positif, constructif et salulaire.

Dès le début d'avril, le Comité financier de la Société des Nations avait rédigé les textes provisoires tendant à la création d'une « Société Internationale de Crédit Hypothécaire Agricole » qui, comme son nom l'indique, solutionnait le problème du crédit à long terme. Ces textes comprenaient une Convention internationale,, ainsi que la Charte constitutive et les statuts de ladite Société. Ils furent soumis à la réunion du Comité spécial de l'Union Européenne qui se tint à Genève du 20 au 23 avril, sous la présidence de M. A. François-Poncet, délégué de la France. Dès cette réunion, ce comité tint à préciser le rôle de l'institution prévue et à réfuter une objection grave qui lui était faite. Les détracteurs du Crédit Agricole International se faisaient forts de répandre un peu partout et bien haut que les crédits que l'on allait mettre à la disposition des agriculteurs n'auraient pour autre résultat que de leur permettre d'accroître leur production déjà surabondante. S'il en était ainsi, les marchés déjà encombrés de stocks en excédents et invendus, le seraient encore plus. On assisterait alors à une nouvelle hausse des prix d'une amplitude imprévisible qui n'aurait d'autre conséquence que de plonger les paysans dans un aria encore plus grand que celui qu'ils connaissaient. Le but de l'institution serait manqué et au lieu d'apporter un remède à la crise, comme nous le soutenons dans cette thèse, le crédit agricole international n'aurait fait que l'aggraver et lui donner un degré dangereux par ses conséquences.

S'il en était ainsi, le remède serait pire que le mal, et celui qui en réclamerait l'application assumerait une lourde responsabilité. Mais le but du crédit agricole international n'est pas de mettre des capitaux à la disposition des agriculteurs pour les inciter à accroître leur surproduction. Il doit leur permettre, d'une part, la conversion avantageuse de leurs dettes contractées à un taux usuraire et ruineux, d'autre part, à varier leur production. Au lieu de se consacrer uniquement, ou presque, à la culture des céréales dont la consommation tend à diminuer, les agriculteurs pratiqueraient la culture d'autres produits dont la consommation est en augmentation. Certes, la monoculture présente des avantages incontestables, aussi n'essaierons-nous pas d'en faire le procès. Mais dans une période de crise aussi aiguë que l'actuelle, à une époque où chaque Etat se hérisse de barrières douanières et s'enferme dans un protectionnisme outré, s'abandonne à la politique des contingentements, au moment où l'agriculture vit des heures pénibles dans les pays qui nous occupent, n'est-il pas sage de l'abandonner un peu ?

Puisque la consommation de certains produits de l'agriculture tend à s'accroître, c'est la production de ces produits qui doit se substituer à celle des céréales, en excédent. C'est vers la culture de la betterave sucrière, des arbres fruitiers, vers l'élevage du bétail et des volailles, vers les produits laitiers, qu'il faut diriger l'agriculteur de ces pays, tout en tenant compte évidemment des conditions extérieures. C'est pour lui permettre d'augmenter son cheptel ou d'acheter de jeunes plants d'arbres fruitiers et des semences de betterave sucrière, de transformer ses terres en pâturages et non d'ensemencer de nouveaux terrains que le crédit agricole doit fonctionner. C'est aussi pour lui per-

mettre d'augmenter non pas la quantité mais la qualité de ses produits, par un usage approprié des engrais, que nous soutenons tout l'intérêt de cette institution. En un mot, ce n'est pas l'accroissement mais la rationalisation de la production qu'il provoquera. Cette dernière ne pourra aggraver la crise qui sévit, elle l'atténuera ; c'est là un résultat appréciable et souhaitable. Le Comité chargé d'étudier la question précisa cet objet et souligna dans son rapport que la Société internationale de Crédit hypothécaire agricole devait veiller à ce que ses prêts n'augmentent pas inconsidérément la production mais la modifient en la variant.

Les agriculteurs, renonçant aux productions actuellement trop abondantes, au premier rang desquelles on peut placer les céréales, et possédant des capitaux pour changer de cultures, verront leur niveau de vie s'élever. Actuellement ce dernier est très bas en maints endroits par suite de la rentabilité à peu près nulle des exploitations. Or le crédit agricole, entraînant une conversion à un taux moindre et plus normal de dettes contractées à un taux onéreux, souvent usuraire, contribue finalement à augmenter la consommation. C'est là une des deux conditions, l'autre étant la variation de la production, qui doivent être réalisées, si l'on veut entrevoir la solution de la crise. Or, toutes les mesures qui visent à élever ce standard of living anormalement bas, contribuent nécessairement à augmenter la consommation de produits dont la valeur est plus élevée, tels que les fruits, les produits laitiers, les volailles. Le pouvoir d'achat des agriculteurs deviendra alors plus grand et la répercussion se fera sentir non seulement sur la demande de leurs propres produits mais aussi sur les produits manufacturés de l'Europe industrielle. Ce seront des instruments

aratoires, des machines agricoles, des tracteurs, des engrais dont feront d'abord acquisition les paysans. Ce seront ensuite des tissus, des objets de toutes sortes qu'ils commanderont aux pays occidentaux, tout revient donc à une affaire de crédit. Les deux crises économiques qui sévissent, l'une dans le pays que M. Delaissi place dans l'Europe A, qui entraîne le chômage; l'autre, ou ce que le même auteur appelle l'Europe B, qui engendre la baisse des prix, peuvent donc se résoudre l'une par l'autre. Toutes deux aboutissent à un résultat commun, la misère de la classe ouvrière ici, de la classe agricole ailleurs. C'est alors qu'apparaît toute l'importance de cette question du crédit agricole international. Tant qu'elle ne sera pas résolue, le plan des échanges, suggéré par M. François-Poncet à Genève, ne pourra fonctionner utilement.

C'est pourquoi, lors de cette réunion d'avril, le Comité spécial de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne définit et limita l'objet propre de la Société hypothécaire qu'il allait proposer de créer. Le rôle de cette institution était uniquement d'alléger les charges qui accablaient la production agricole dans l'Est européen, en diminuant son prix de revient. Il réfutait ainsi l'objection que nous venons d'étudier et manifestait sa volonté bien arrêtée d'arriver à un résultat. Le 24 avril, les travaux préparatoires concernant le crédit à long terme étaient terminés. Trois textes, un projet de convention internationale, une charte constitutive et les statuts de la société, avaient été rédigés, et étaient proposés à la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne, à qui ils étaient adressés.

Le pas décisif allait être franchi lors de la session de mai de celle-ci et de celle du Conseil de la Société des Nations qui avait lieu au même moment. Le 20 mai, la Commission

d'Etudes abordait, sous la présidence de M. Briand, l'examen du projet de création de la Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole. Les représentants de plusieurs Etats se félicitèrent du résultat et approuvèrent le projet. Parmi ceux-ci il n'y avait pas que ceux des pays agricoles, mais il y avait ceux de la Belgique, du Portugal, du Luxembourg. Les représentants d'autres Etats, bien qu'ayant maintes fois fait l'apologie de la solidarité des peuples, qui avaient prononcé de beaux discours où ils protestaient de leur sollicitude envers les victimes de la crise agraire, préférèrent rester sur une prudente réserve et alléguer des motifs plus ou moins plausibles pour s'abstenir. Au nombre de ces derniers, ceux de l'Empire britannique occupaient une place d'honneur. Malgré ces défections regrettables mais auxquelles on pouvait s'attendre, une décision fut prise. On vota une résolution dans laquelle la Commission recommande l'adoption du projet au Conseil de la Société des Nations. Dans la séance, que celui-ci tint le lendemain, 21 mai, le plan fut approuvé dans son intégralité. Le Conseil félicita le Comité financier de ses travaux et de leur résultat. La Convention internationale à laquelle sont annexés la Charte constitutive et les statuts de la Société de Crédit hypothécaire, fut aussitôt ouverte à la signature des représentants des Etats. Seize d'entre eux y apposèrent immédiatement la leur ; ce sont, dans l'ordre alphabétique : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Esthonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Yougoslavie. Cette convention restait ouverte à la signature des autres Etats qui avaient besoin de réfléchir longuement avant d'accomplir un acte de sauvetage, qui voulaient peser le pour et le contre de ce geste de solidarité et de fraternité

humaines. Ils avaient jusqu'au 30 septembre pour prendre une décision à cet effet. Le lendemain, 22 mai, le Conseil de la Société des Nations nomma les membres du Comité d'organisation de la Société. Ces neuf membres étaient :

Le Docteur Bachmann, Président de la Banque Nationale Suisse.

Le Docteur Kissler, Directeur général de la « Deutsche Rentenbank-Kreditanstalt ».

Le Professeur Mlynarski, ancien sous-gouverneur de la Banque de Pologne.

M. Di Nola, Directeur général de l'Instituto italiano de Credito Fondiario.

Le Docteur Pospisil, Gouverneur de la Banque Nationale de Tchéco-Slovaquie.

M. E. Regard, sous-gouverneur du Crédit Foncier de France.

M. Van Rijn, membre du Comité permanent de l'Institut International d'Agriculture.

M. Ridbeck, Directeur du Skandinaviska Kreditaktiebolaget.

Sir Henry Strakosch, G. B. E., Président de l'Union Corporation LTD de Londres, pendant l'absence de Sir Otto Niemeyer.

Ce Comité d'organisation se réunit à son tour à Paris, le 4 juin, et sur la proposition de MM. Di Nola et Mlynarski, M. Regard a été élu Président à l'unanimité.

Toutes ces décisions créatrices furent saluées avec joie par l'opinion publique des pays agricoles. Ils éprouvèrent une réelle satisfaction à constater la hâte dont les représentants de l'Europe avaient fait preuve pour tenter de les tirer de leurs embarras et de leur douloureuse situation.

Certes, ces décisions avaient été prises sous la pression de facteurs soit économiques soit politiques. Le crédit agricole international, tout au moins sous l'une de ses trois formes possibles, n'apparaissait plus comme une chimère ou comme une promesse à exécution plus ou moins problématique et plus ou moins lointaine. Sa réalisation devenait probable pour la fin de 1931. On pouvait désormais considérer cette question comme réglée.

CHAPITRE IV

La société de crédit hypothécaire

« Nous avons lieu de croire que la Banque Hypothécaire
« Internationale, dont nous avons suggéré la fondation,
« sera fondée dans le courant de l'année. Ce sera un fait
« d'une importance capitale pour l'avenir de notre agri-
« culture. » C'est en ces termes que, dans un discours
prononcé à Belgrade à la fin d'avril, et paru dans le *Mes-
sager Polonais* du 12 mai, M. Adam Rose, économiste
polonais bien connu, confirmait toute l'importance que
nous avons donné à cette institution. Il importe, à présent,
de savoir comment elle a été organisée et comment ses
réalisateurs ont aplani et résolu les difficultés qu'ils ont
rencontrées sur leur chemin. L'examen de la convention
internationale, de la charte constitutive et des statuts va
nous l'apprendre, aussi est-ce à lui qu'il convient de se
consacrer à présent.

La Société Internationale de Crédit Hypothécaire Agri-
cole, tel est son nom, a son siège à Genève. Au cours des
travaux préparatoires, M. Ter Meulen avait proposé Paris,
tandis que M. Di Nola proposait Genève. Cette dernière
ville fut choisie après que M. Briand renonça à Paris au
profit du siège de la Société des Nations. Mais ce choix
entraînait des exemptions fiscales au profit de la Société.

Le Gouvernement suisse ne devra bénéficier en aucune façon, au point de vue fiscal, du fait qu'il a été choisi comme siège. La charte constitutive fait pour ce gouvernement une obligation de ce principe. La Société a une durée illimitée et doit remplir un double objet qui est ainsi fixé dans l'article 3 de ses statuts :

« 1° de prêter des sommes remboursables à long terme
« avec ou sans amortissement, à des sociétés ou instituts
« de crédit hypothécaire ou agricole qui font, soit par eux-
« mêmes, soit par l'intermédiaire d'autres sociétés ou ins-
« tituts ayant leur siège dans le même pays, des prêts en
« première hypothèque sur des immeubles faisant l'objet
« d'une exploitation rurale ou servant à une exploitation
« de cette nature (ci-après dénommés « Sociétés Natio-
« nales ») ;

« 2° de créer et de négocier des obligations dont la
« valeur de remboursement ne doit pas dépasser le mon-
« tant de ses créances sur les Sociétés Nationales garanties
« par des premières hypothèques inscrites au nom de ces
« sociétés, leur appartenant ou détenues par elles à titre
« de gage ». Seules les Sociétés nationales ayant leur siège
sur le territoire du pays ayant signé la convention, pourront
bénéficier de ce double objet.

Comme l'objectif à atteindre est la création d'une institution d'utilité publique qui soit appelée à servir les intérêts des agriculteurs, il est nécessaire qu'elle soit du type normal des sociétés par actions et qu'elle se conforme dans la plus grande mesure possible aux méthodes et usages commerciaux normaux. Bien que ce ne soit pas une entreprise lucrative, elle doit cependant apporter à ses actionnaires une rémunération suffisante de leur capital. Il importe avant tout qu'elle ait une indépendance absolue. C'est pour-

quoi le fonds social comprend deux parts, l'une de cinq millions de dollars constituée par des actions A émises immédiatement dans les pays signataires de la convention, l'autre de 45 millions de dollars constituée par des actions B qui seront émises suivant les besoins. Les droits de vote sont répartis de telle façon que les porteurs d'actions A soient toujours assurés d'avoir la majorité dans les assemblées générales.

Comme l'expérience acquise montre que les premières années d'une Société hypothécaire sont toujours fort difficiles, un élément nouveau mais essentiel se rencontre ici pour pallier à ces difficultés. Au moment de sa création, la Société devra disposer, grâce à des avances gouvernementales, remboursables sur les bénéfices, d'un fonds spécial de 5 millions de dollars. Le produit de ce fonds spécial doit apporter une garantie supplémentaire aux obligataires dont les capitaux constitueront les prêts. On a d'ailleurs tout lieu de supposer que cette contribution gouvernementale représentera un geste de solidarité susceptible d'avoir la plus heureuse influence sur les épargnants et les milieux financiers à qui on s'adressera pour le placement des obligations. La part contributive de chaque Etat à ce fonds est proportionnelle à sa participation au budget de la Société des Nations. C'est ainsi que cinq catégories d'avances furent créées, car chaque gouvernement, versant au budget de l'organisme de Genève :

pour au moins 34 unités, apportera 3.000.000 francs suisses or ;

pour 17 à 33 unités, apportera 1.875.000 francs suisses or ;

pour 8 à 16 unités, apportera 1.000.000 francs suisses or ;

pour 5 à 7 unités, apportera 500.000 francs suisses or ;

pour moins de 5 unités, apportera 125.000 francs suisses or.

Si, lors de l'entrée en vigueur de la convention, ou plus tard par suite d'adhésions nouvelles, le total de ce fonds spécial excède 5 millions de dollars, il sera réduit par des remboursements effectués et proportionnels au montant des avances de chaque gouvernement. Mais il est bien spécifié que seuls les pays parties à la convention avant ces ratifications nouvelles, pourront bénéficier de ces remboursements.

Le fonds de réserve de la Société comprend deux éléments : d'une part, le fonds dit fonds de réserve A, constitué par les avances dont nous venons de parler, d'autre part le fonds de réserve dit fonds de réserve B et constitué par la Société sur ses propres bénéfices, en vertu de l'art. 21 des statuts. Le fonds A est destiné à disparaître peu à peu, et à être remplacé par des capitaux de la réserve B. Les sommes primitivement versées par les gouvernements leur seront alors remboursées progressivement sans que la réserve globale diminue. Ce remboursement se fera proportionnellement à leurs versements initiaux. Ce ne sont donc pas des contributions constitutives qu'on leur demande mais uniquement des avances remboursables dans un temps plus ou moins rapproché.

Pour assurer une indépendance absolue de la Société, pour la préserver de toute influence indue, aussi bien d'intérêts ou de groupe d'intérêts particuliers que de gouvernements qui auraient la tentation de donner des directives à sa politique financière, il importait de régler, avec la plus grande attention, la composition de son Conseil d'administration. La direction de cet organisme bancaire, d'utilité publique, devait comprendre des personnalités financières

représentant à la fois les intérêts des emprunteurs futurs, et ceux des souscripteurs du capital actions, et ceux enfin des marchés où les obligations seront émises.

La Société Internationale de Crédit Hypothécaire Agricole est placée, dans l'article premier de ses statuts, sous les auspices de la Société des Nations. C'est le Conseil de cette dernière institution qui nomme le président et le vice-président du Conseil d'administration de ladite Société, Conseil d'administration qui doit comprendre au maximum dix-huit membres. Deux administrateurs ont une nomination spéciale. L'un sera choisi pour sa compétence financière par la Banque des Règlements Internationaux de Bâle, l'autre sera nommé par le Comité Permanent de l'Institut International d'Agriculture de Rome. Si ces deux organismes négligent ces nominations, ces deux administrateurs seront désignés par le Conseil de la Société des Nations. Neuf autres administrateurs seront élus par l'Assemblée générale des actionnaires. La première nomination sera faite par le Comité d'organisation prévu dans la convention et dont on a déjà parlé au chapitre précédent. Cette nomination doit être valable jusqu'à la première Assemblée générale ordinaire prévue pour 1934. Enfin cinq administrateurs au maximum, seront choisis par les précédents administrateurs en vue des intérêts généraux de la Société et pour assurer la participation et l'appui des différents marchés financiers au placement futur des obligations.

Aucun membre de gouvernement, aucun membre d'un corps législatif ne peut entrer au Conseil d'administration dont tous les membres désignés par l'Assemblée générale des actionnaires devront être pris parmi les représentants d'instituts nationaux hypothécaires ou agricoles ou parmi des personnalités ayant une compétence spéciale en matière

de banque ou de crédit. Les pays ayant ratifié la convention mais n'ayant pas de représentant au Conseil auront la possibilité d'y envoyer un assesseur à titre consultatif. Le Conseil d'administration ainsi composé désignera lui-même un comité exécutif de cinq ou de sept membres qui donnera son concours au précédent pour la gestion des affaires courantes de la Société.

L'Assemblée générale des actionnaires possède les droits et pouvoirs ordinaires d'une semblable réunion dans une société anonyme. Pour bien souligner le caractère public et international de l'institution, il a été décidé, en outre, que les comptes et le bilan de celle-ci seront vérifiés par des commissaires nommés par le Comité financier de la Société des Nations ou par tout autre organe désigné par le Conseil de celle-ci. Enfin le rapport de ces commissaires aux comptes ainsi que le rapport annuel du Conseil d'administration à l'Assemblée générale, devront être transmis au Conseil de la Société des Nations.

Les opérations de la Société consisteront, d'une part, à se procurer des capitaux par l'émission d'obligations, d'autre part, à prêter ces capitaux aux instituts nationaux de crédit agricole qui en auront besoin. La Société aura la possibilité d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de dix fois son capital social versé. Celui-ci comprend non seulement le capital actions de 5 millions de dollars mais aussi le montant de la réserve spéciale, constituée, comme on l'a vu, à l'origine par des avances gouvernementales, mais qui, par la suite, sera reconstitué sur les bénéfices parallèlement aux remboursements faits à ces gouvernements. Comme on le voit, c'est d'une somme pouvant s'élever jusqu'à cent millions de dollars dont disposera la Société pour aider l'agriculture. Les intérêts et le capital

de ces obligations sont garantis par un privilège exclusif sur le capital et les intérêts des obligations émises par les Sociétés nationales empruntrices.

Le produit de ces émissions d'obligations, ainsi que celui d'une partie très limitée du capital, sera affecté à des prêts dont l'objet sera d'aider les agriculteurs. En ce qui concerne ces prêts, un principe est posé dans les statuts : la Société ne pourra faire des opérations qu'avec des sociétés nationales de crédit agricole ou avec des instituts nationaux de crédit hypothécaire. Ces crédits seront alors accordés contre remise d'obligations à la Société internationale pour chaque Société nationale. Les intérêts et le capital de ces obligations seront garantis :

« a) soit par un privilège de premier rang sur des créances déterminées garanties par des hypothèques de premier rang constituées au profit de ladite Société nationale ;

« b) soit concurremment avec l'ensemble des obligations hypothécaires de la Société nationale, par un privilège sur l'ensemble des créances hypothécaires constituées au profit de cette Société et formant la contre-partie desdites obligations hypothécaires. »

Les prêts ainsi consentis seront remboursables par annuités ne pouvant s'étendre sur une période supérieure à trente années. Ils trouveront leur garantie dans l'hypothèque de premier rang, et, s'il y a lieu, dans la garantie spéciale qui pourra être demandée aux gouvernements emprunteurs. D'autre part, aux termes de l'article 10 de la Convention internationale, la Société pourra refuser ses prêts aux pays dont la législation hypothécaire serait insuffisante. Pour préciser ce que devait être une telle législation, une liste de dispositions de principe auxquelles un statut

interne de l'hypothèque devait correspondre, est jointe aux statuts. Si ce statut interne du pays sollicitant un prêt est jugé insuffisant, la Société pourra refuser le prêt ou demander au gouvernement de la Société nationale sa propre garantie. Les obligations remises à la Société en représentation des prêts qu'elle consentira seront libellées dans une monnaie ayant sa parité avec l'or. Les intérêts devront être payés et le capital sera remboursé dans la même monnaie sur la base du même poids d'or. Enfin le but essentiel sera de réduire le plus possible le taux des crédits mis à la disposition des agriculteurs. Ce taux variera d'un pays à un autre et un système de réserves bien compris permettra à la Société de se couvrir dans toute la mesure désirable. Elle pourra aussi consentir des crédits à moyen terme avec ou sans amortissement, dans les mêmes conditions. Si une Société nationale ne fait pas face à ses engagements à l'échéance, la Société internationale peut exiger immédiatement le remboursement intégral des obligations dues.

Les statuts posent aussi le principe de la répartition des bénéfices. En premier lieu, 5 % de ceux-ci doivent constituer le fonds de réserve qui ne pourra excéder le dixième du capital social. Puis ils serviront au paiement du dividende des actionnaires. Enfin les 3/4 du reliquat seront attribués aux gouvernements, la plus grande partie en remboursement de leurs avances, le reste à titre de bonification. Le dernier quart pourra être reporté à nouveau, ou mis aux réserves, ou attribué aux actionnaires sous forme de dividende complémentaire.

La Convention internationale contient, en outre, quelques autres dispositions d'ordre général. Les unes concernant le transfert éventuel de la Société dans une autre ville (article 3) et la solution à donner aux différends relatifs à

l'interprétation ou à l'application de la Convention. Les autres envisagent l'adhésion d'un membre non européen de la Société des Nations ou la convocation d'une conférence au cas où la Convention n'entrerait pas en vigueur avant le 1^{er} janvier 1932.

L'étude de cette Société serait incomplète si on ne signalait, pour terminer, qu'elle doit bénéficier d'un certain nombre d'exemptions fiscales. Pour que le taux des prêts puisse être aussi bas que possible, les gouvernements des pays à qui seront consentis des crédits ne devront prélever sur eux aucune taxe fiscale quelle qu'elle soit. Les doubles impositions devront être évitées dans tous les pays où la Société sera amenée à effectuer des opérations. Enfin les gouvernements pourront percevoir, sur les actionnaires ou sur les obligataires, les impôts découlant de leur législation fiscale en vigueur, sous la réserve expresse et bien légitime qu'il n'en résulte aucune charge pour la Société. En dernier lieu, on signalera une autre caractéristique de celle-ci quant à son champ d'action. Il n'est nullement limité à telle ou telle région ou partie de l'Europe, mais il peut s'exercer partout où on trouvera des garanties suffisantes. Ce serait une grave erreur de croire, comme l'ont fait certains critiques, que la Société ne pourrait pas profiter à tous ceux qui se trouveraient avoir besoin de son aide.

Malgré cela, ce n'est pas une institution parfaite, comme le reconnaissait M. Suwich, Président du Comité financier de la Société des Nations. M. Litvinoff n'a pas laissé échapper l'occasion d'apporter une critique à la garantie de la première hypothèque, lors de la réunion de la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne, le 20 mai. Mais, comme lui répondait le Président Briand à la suite des diverses critiques qui avaient été présentées, le projet était parfait.

tement acceptable au point de vue financier et il était susceptible de recevoir une utile application dans le domaine pratique. Telle qu'on la proposait, la Société était préférable à un discours, si éloquent fût-il, comme on en avait trop entendu jusqu'alors, ou encore au vote d'une résolution quelconque qui aurait pourtant recueilli l'unanimité.

CHAPITRE V

Le crédit à court terme

Ce n'était donc que quatre années après avoir été proposé par M. Lubinski à Genève, que le Crédit agricole international était réalisé, tout au moins sur le papier. Grâce à la Commission d'Etudes qui mit d'abord le problème économique et particulièrement celui du crédit à son ordre du jour, on pouvait le regarder comme solutionné. C'était pourtant une institution incomplète, le crédit agricole à court terme restait à créer. Quant au crédit à moyen terme, il pouvait être consenti par la Société Internationale de Crédit Hypothécaire Agricole, mais il était évident que ce n'était qu'un objet accessoire de cette Société qui devait surtout effectuer des prêts à long terme. Or, la Conférence d'experts réunie à Varsovie en novembre 1930, avait souligné tout l'intérêt que présentait pour les agriculteurs, dans leur pénible situation actuelle, ce crédit à court terme. Par rivalité avec l'Union Européenne, comme l'a pensé beaucoup de monde, par humanité tout simplement, comme l'ont estimé quelques personnes, l'Institut International d'Agriculture de Rome se proposa de lui donner une solution et dès le début de 1931, se mit au travail pour présenter, dès que possible, un projet en ce sens. Il était tout qualifié pour le faire vu que, depuis plusieurs années, sous

la direction de M. de Michelis, il avait effectué un remarquable travail de documentation sur l'ensemble du sujet et qu'il avait été consulté, à maintes reprises, par le Comité financier de la Société des Nations au sujet du Crédit hypothécaire. Ainsi, tandis qu'on signait, à Genève, la Convention internationale instituant le crédit à long terme, on travaillait à Rome à rédiger un projet de crédit à court terme. C'est ce qui permettait à M. Adam Rose, dans son discours prononcé à Belgrade, à la fin d'avril, et auquel nous avons déjà fait allusion, d'ajouter : « La discussion relative à l'organisation du crédit agricole à court terme a déjà commencé. »

Les discussions dont parlait M. Adam Rose et les travaux préparatoires se poursuivirent assez rapidement. L'Institut International d'Agriculture, qui jusqu'alors avait fourni une abondante et précieuse documentation à Genève, voulait montrer que, lui aussi, il pouvait aboutir à un résultat constructif et présenter un projet. Les 27 et 28 juillet 1931, une commission consultative technique rédigeait des propositions provisoires qui furent soumises aux représentants des gouvernements et des banques à une réunion qu'ils tinrent à Rome les 12 et 13 août. Ceux-ci les examinèrent et décidèrent de se réunir à nouveau à Rome en novembre pour l'adoption définitive.

Il convient maintenant d'étudier les propositions de l'Institut de Rome quant au crédit à court terme. On ne peut se prononcer définitivement sur elles puisque ce ne sont que des propositions susceptibles de modifications plus ou moins profondes lors de leur adoption. Il importe seulement d'en dégager les idées directrices, d'en souligner les caractères essentiels pour être en mesure d'entrevoir les résultats et de porter une appréciation quelconque.

Ces suggestions élaborées à Rome au cours de l'été 1931, tendaient à la création d'un établissement bancaire dit Banque Internationale de Crédit agricole à court terme. Comme son nom l'indique, son objet devait être de mettre des capitaux à la disposition de l'agriculteur par des prêts à court terme, après s'être procuré lesdits capitaux par des émissions d'obligations sur les principaux marchés financiers. La durée de cette Banque n'était pas limitée et le choix de la ville qui abriterait son siège n'était pas fixé.

Comme la Société Internationale de Crédit Hypothécaire, ce serait une société par actions. Leur capital social devait être les mêmes, à savoir cinq millions de dollars-or. Mais pour cette Banque il n'est nullement question de la réserve spéciale provenant d'avances gouvernementales d'un montant égal au capital actions. Ce fonds spécial, qui est l'un des éléments essentiels et peut-être le plus caractéristique de la Société de Crédit Hypothécaire, ne se rencontre pas dans ce projet. Le capital serait constitué par des actions nominatives de 200 dollars-or. Ces actions seraient émises dans les pays qui en autoriseraient la souscription. Elles seraient réservées aux instituts nationaux de crédit de ces pays ainsi qu'aux institutions internationales de crédit. Son établissement résulterait donc d'un accord avec les organismes bancaires des pays intéressés à sa constitution qui se chargeraient d'en souscrire les actions. On demanderait aux gouvernements intéressés d'appuyer cette initiative et d'assurer à la nouvelle Banque, si possible, des facilités d'ordre juridique ou fiscal.

L'administration de cette Banque de crédit à court terme serait confiée à un conseil composé de douze membres. Quatre d'entre eux seraient nommés par des institutions existantes. Ce sont le Comité Permanent de l'Institut Inter-

national d'Agriculture de Rome, le Conseil de la Société des Nations, le Conseil d'administration de la Société Internationale de Crédit Hypothécaire de Genève et le Conseil d'administration de la Banque des Règlements Internationaux de Bâle. Chacun de ces organismes nommerait un membre et les quatre membres ainsi désignés en choisiraient un cinquième. Les sept autres membres du Conseil d'administration seraient choisis par l'Assemblée générale des actionnaires et pris parmi des directeurs de Banque ou représentants d'Etablissements de Crédit, pour leur compétence spéciale en matière économique et financière. Le président et le vice-président du Conseil d'administration seraient élus par ce Conseil et pris dans son sein. La gestion des affaires courantes de la Banque serait confiée à un Comité exécutif de cinq membres élus par le Conseil d'administration. Ce Comité exécutif serait présidé par le Président et il devrait comprendre obligatoirement le Vice-Président.

Les ressources de cette banque auraient trois origines différentes. Ce serait, d'abord, l'émission de bons de caisse à court terme qui seraient productifs d'intérêts à un taux courant. Le montant maximum de ces bons de caisse ne pourrait, en aucun cas, excéder le décuple du capital social. Il ne pourrait donc pas dépasser le maximum de cinquante millions de dollars-or. Ce seraient, ensuite, des dépôts qui pourraient émaner d'institutions publiques ou de banques privées. Enfin la Banque Internationale pourrait se procurer des ressources en réescomptant son propre portefeuille auprès d'autres établissements de crédit publics ou privés.

La fonction essentielle de la Banque, qui est une institution de crédit à court terme, serait l'escompte des effets qui lui seraient présentés par les organismes de crédit natio-

naux. Ces effets seraient basés sur des prêts consentis aux agriculteurs ou à leurs organisations. Pour être accordés, de tels prêts devraient être accompagnés de toutes les garanties nécessaires et découlant des lois et usages en vigueur dans chaque pays. Leur durée serait normalement de trois à neuf mois, mais, dans certains cas et avec l'autorisation expresse de son comité exécutif, la Banque pourrait en prolonger le terme sans que la durée totale puisse outrepasser le délai maximum de douze mois. Les effets présentés à l'escompte de la Banque devraient toujours porter la signature de l'emprunteur principal et de l'institut national de crédit agréé par la Banque. Celle-ci devrait, en outre, exiger la signature des organismes locaux ou régionaux toutes les fois que les prêts auraient été consentis par leur intermédiaire.

Tels sont les traits essentiels des propositions élaborées sous la direction de M. de Michelis et tendant à créer un organisme international de crédit agricole à court terme. Ces suggestions présentent quelques analogies mais aussi plusieurs différences fondamentales avec celles qui donnèrent naissance à la Société internationale de Crédit hypothécaire. Parmi les premières, on remarque d'abord que leur capital social est le même : cinq millions de dollars-or. D'autre part, toutes deux peuvent émettre la même proportion d'obligations : dix fois leur capital social. Enfin leurs conseils d'administration respectifs comprennent deux catégories de membres : l'une nommée par l'Assemblée générale, l'autre désignée par des organismes spéciaux : deux pour la Société hypothécaire, quatre pour la Banque à court terme.

Mais ces deux institutions se séparent par des différences considérables. L'élément original de la Société hypothé-

caire : le fonds spécial constitué par des avances gouvernementales, ne se retrouve pas dans ces propositions. D'autre part, la Banque à court terme présentera beaucoup moins le caractère d'Etablissement public, elle se rapprochera beaucoup plus d'une Banque privée. Il n'est pas question de la faire naître dans une convention internationale qui devra être ensuite approuvée par les gouvernements. On ne demande à ceux-ci aucun concours financier qu'ils auront à ratifier par la suite. Si ce système présente des inconvénients, il apporte au moins l'avantage appréciable que, pour pouvoir fonctionner, la Banque ne sera pas obligée d'attendre que les ratifications gouvernementales des pays y adhérant, aient fait un séjour plus ou moins prolongé dans les cartons parlementaires de leurs assemblées avant d'être accordées. C'est là un point non négligeable, surtout quand on jette un regard sur le passé. Le président et le vice-président du Conseil d'administration ne seront plus nommés par le Conseil de la Société des Nations mais par l'Assemblée générale des actionnaires. On ne trouve plus l'obligation d'envoyer au Conseil de l'organisme de Genève le rapport annuel du Conseil d'administration à l'Assemblée générale. Enfin, on décèle d'inévitables différences inhérentes uniquement à la nature des opérations que chaque banque est appelée à pratiquer.

Ces propositions ont été soumises à la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne à l'une des séances de la cinquième session qu'elle tint en septembre 1931. Elle leur donna une approbation, mais ce n'est encore qu'un projet. Quel que soit le mobile qui les ait fait présenter, ces propositions, si elles étaient adoptées, constitueraient un nouveau et utile geste de solidarité humaine et de coopération internationale. Ce serait le complément de la Société internationale de Crédit hypothécaire agricole. Ce crédit

sous la forme internationale, dont nous avons voulu montrer l'impérieuse nécessité dans cette étude, serait réalisé à court, à moyen et à long terme. Il apporterait aux agriculteurs de l'Est et du Centre européens ce secours qu'ils désirent tant et dont ils ont tant besoin. Il leur apporterait cette aide que le crédit national n'a pu leur donner au milieu de l'effrayante crise actuelle qui les ruine et dont ils souffrent. Il leur procurerait ce que beaucoup n'ont plus et pourtant à quoi ils ont droit : un niveau de vie décent, compatible avec la nature humaine.

Or, l'agriculture a toujours été et est encore aujourd'hui l'occupation primordiale du genre humain. Il est donc essentiel pour le progrès de l'humanité de développer autant que possible le bien-être matériel et moral des classes agricoles, quelles que soient leurs patries. C'est dans l'intérêt même de l'industrie et des populations urbaines. Seule une population agricole dense et prospère et répondant moralement aux exigences de la civilisation moderne, se trouvera en situation de remplir la tâche qui, économiquement, lui incombe et qui consiste à assurer aux populations urbaines une existence satisfaisante par l'échange naturel des produits alimentaires et des matières premières contre des produits industriels. L'immense classe des paysans sera pour l'humanité tout entière la source de vie capable, grâce à son contact permanent avec la Nature, de conserver la fraîcheur de ses forces physiques et morales et de lui donner les énergies indispensables pour régénérer sans cesse la population urbaine. C'est parce qu'elle préservera les peuples de l'usure rapide qui serait la conséquence fatale d'un développement industriel exagéré qu'on doit lui fournir les capitaux dont elle a besoin, qu'on doit approuver toute initiative en ce sens, qu'on doit être partisan du crédit agricole international.

CONCLUSION

Et maintenant ?

De nombreux jours, une année presque, se sont écoulés depuis la signature de la Convention Internationale créant la Société de crédit hypothécaire agricole. Plusieurs mois ont passé depuis le jour où la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne approuvait, à Genève, la proposition de l'Institut International d'Agriculture de Rome, concernant le crédit agricole à court terme. Il semble que les deux Institutions prévues, ou tout au moins la première, fonctionnent normalement, ont déjà commencé leur nécessaire œuvre d'assainissement et que l'on peut discerner les symptômes d'une amélioration sensible dans la situation des pays agricoles. Il n'en est rien. Aucune suite n'a été donnée aux propositions de Rome. Les décisions qui ont été prises pour le crédit à long terme, l'ont été sur le papier et onze mois après la signature de la Convention, on en est encore à attendre les ratifications gouvernementales nécessaires à sa mise en vigueur.

Mais devant un ajournement aussi inexplicable que contraire aux intérêts de tous les pays, on pourrait supposer que s'il en est ainsi, c'est parce que la crise est terminée, que la situation des pays agricoles n'est plus restée si anormale. On pourrait croire que la baisse ruineuse du prix des

céréales, baisse que nous avons constatée, a fait place à une hausse, et que dans l'intérêt de tous les producteurs européens et de la masse des consommateurs, les pays importateurs ont enfin aboli les barrières douanières dont ils se hérissaient. On pourrait enfin penser que le pouvoir d'achat des agriculteurs ayant ainsi augmenté, on a ajourné, devant un besoin moins urgent, la réalisation du crédit agricole international. Ce serait, hélas ! une bien grave illusion que de croire cela. Si l'on interprétait logiquement cette abstention dans la réalisation, on serait loin, très loin de la vérité.

La crise agraire devient chaque jour plus menaçante et ébranle jusqu'à l'édifice politique et social des pays qui en sont victimes. Ceux-ci se sont tournés, à maintes reprises, vers les pays sains en poussant un cri d'alarme. Entendra-t-on enfin ce cri ? ou persistera-t-on dans les errements du passé qui ont donné à la crise toute la gravité lourde de conséquences dont elle est empreinte aujourd'hui ? Une profonde inquiétude hante l'esprit de tous ceux qui se rendent compte de la situation. « Veut-on ou ne veut-on pas rétablir l'ordre économique et financier dans l'Europe Centrale ? Si oui, l'accord loyal des grandes puissances est nécessaire. Il ne s'agit pas présentement de savoir si elles tireront un parti personnel du concours qu'elles apporteront, mais de sauver d'abord tous ces petits pays de l'anarchie », écrivait récemment M. Etienne Fougère dans « l'Européen ». Puis il concluait ainsi : « Le temps fait son œuvre. L'édifice économique du siècle dernier se sape chaque jour. Il faut le rétablir sur de nouvelles bases, par l'entente des nations et des peuples et non par l'opposition des égoïsmes et des intérêts. »

Certes, une Confédération danubienne est proposée, mais pourquoi ne pas étendre cette union à tous les pays

agricoles? Pourquoi dissocier le Bloc né à la Conférence de Varsovie ? Pourquoi exclure la Bulgarie et les Pays Baltes de ce projet ? Ne souffrent-ils pas, eux aussi ? Ne souffriraient-ils pas assez ? Doit-on faire une discrimination dans ce sauvetage nécessaire ? Y aurait-il plusieurs catégories d'être humains parce qu'ils habitent des pays différents ? Le problème du crédit est à la base de toute solution efficace pour remédier à la situation. Lui seul peut apporter aux agriculteurs ruinés que nous avons vu incendier leurs moissons parce qu'ils ne pouvaient les vendre autrement qu'à perte, un peu de bien-être, qui est un élément de paix sociale. L'état de choses actuel réclame une solution urgente si l'on veut éviter des événements d'une portée imprévisible et désastreuse. Puisse-t-on le comprendre avant qu'il soit trop tard ! C'est le vœu que sincèrement nous formons en terminant.

Vu :

LE DOYEN,
H. BERTHÉLEMY.

Vu :

LE PRÉSIDENT,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1 ^{re} PARTIE. — La crise et le crédit	5
Chapitre 1. — Le désordre économique	5
Chapitre 2. — Les conséquences de la crise....	15
Chapitre 3. — Le recours au crédit	25
2 ^{me} PARTIE. — Le Crédit agricole national	33
Chapitre 1. — Son organisation	33
Chapitre 2. — Ses résultats	41
Chapitre 3. — Son insuffisance	55
3 ^{me} PARTIE. — Le Crédit agricole international	63
Chapitre 1. — Les tentatives en vue d'aboutir..	63
Chapitre 2. — Les difficultés.	77
Chapitre 3. — Les décisions créatrices	87
Chapitre 4. — La Société de crédit hypothécaire	97
Chapitre 5. — Le crédit à court terme	107
CONCLUSION. — Et maintenant ?	115



IMPRIMERIE SPÉCIALE
DES
ÉDITIONS MÉCHELINCK



